

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 66 (2016)
Heft: 1

Buchbesprechung: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizergeschichte / Histoire suisse

Markus Brühlmeier, Verena Rothenbühler, **Im Tobel der Busse. Komturei und Strafanstalt Tobel 1226–2014**, Frauenfeld: Verlag des Historischen Vereins des Kantons Thurgau, 2015 (Thurgauer Beiträge zur Geschichte, Bd. 152/1), 222 pages, 62 illustrations.

L'histoire des établissements pénitentiaires en Suisse intéresse les chercheurs depuis quelques années. Robert Roth, *Pratiques pénitentiaires...* (1981), et Claudia Curti, *Die Strafanstalt des Kantons Zürich...* (1988), avaient sans doute ouvert la voie à cette thématique avec leur livre respectif sur les prisons genevoise et zurichoise. Et depuis lors, quelques ouvrages sont venus enrichir cette histoire méconnue. Des travaux qui portent en l'occurrence sur des établissements spécifiques comme le livre en deux tomes d'Henri Anselmier *Les prisons vaudoises* (1993), ou, plus récemment, l'étude de Geneviève Heller sur *La Maison d'éducation de Vennes...* (2012), ou encore des analyses de portée générale comme celle du statisticien Daniel Fink *Strafrecht Freiheitsentzug...* (2015). L'ouvrage de Markus Brühlmeier et Verena Rothenbühler sur Tobel, une ancienne commanderie de Saint-Jean, s'inscrit dans cette dynamique.

Pris en charge à présent par une fondation, l'ancien établissement religieux devenu prison en 1811 a fait l'objet de différentes études menées par Hans Bühler *Die Stickerei in Tobel...* (1963), *Geschichte der Johanniterkomturei...* (1985) et *Tobel* (2006). Les huit chapitres écrits par Markus Brühlmeier s'appuient largement sur ces recherches, et retracent l'histoire de la commanderie depuis sa création, en 1228, par Diethelm de Toggenbourg, jusqu'à son abandon, lors de la dissolution de l'ordre de Saint-Jean ordonnée par Napoléon. Si l'on peut regretter que l'auteur n'ait pas développé plus avant de comparaison entre les commanderies de Tobel et de Bubikon, créées toutes deux par le même seigneur de Toggenbourg, et esquissée au travers de son ouvrage *Kreuz und Quer* (2000), comme dans l'étude de Hans Lehmann *Das Johanniterhaus Bubikon...* (1947), il convient de relever que les chapitres de Markus Brühlmeier viennent soutenir nos connaissances à l'égard des ordres religieux militaires présents en Suisse, et de leurs établissements, relativement peu étudiés et le plus souvent brièvement listés dans les inventaires historiques cantonaux, en proposant notamment une carte des commanderies de Saint-Jean. Les pages consacrées à la commanderie de Tobel viennent donc compléter avec bonheur l'article de Walter Rödel «Die Johanniter in der Schweiz...» (1979). Peut-être eût-il été intéressant de citer également les travaux d'Edmond Ganter sur les commanderies de Compesières, *Compesières au temps des commandeurs...* (1971) et de La Chaux, *La commanderie de La Chaux...* (1975)? Si l'auteur a disposé de peu de sources pour les périodes les plus anciennes, celui-ci développe plus largement le fonctionnement de l'établissement lors de la Réforme, et la coexistence religieuse distinguant alors la région, ainsi que les modifications architecturales du XVIII^e siècle apportées par l'architecte

Johann Caspar Bagnato qui vinrent remplacer les anciennes constructions de la commanderie.

La deuxième partie de l'ouvrage, écrite par Verena Rothenbühler, porte sur la seconde vie de l'établissement, les années de fonctionnement de la prison (1811–1973). L'auteure replace son travail dans la perspective des débats portant sur l'enfermement, évoquant plusieurs événements récents ayant défrayé la chronique helvétique. Extrêmement fouillés – 530 notes de bas de page renvoient aux sources provenant des Archives d'Etat –, les chapitres soutenus par une iconographie riche précisent l'utilisation de la prison au cours du XIX^e siècle, son usage en tant que maison d'arrêt, et la réforme pénitentiaire de 1836. Neuf tableaux, issus d'un échantillonnage relevé dans les sources, détaillent les entrées, les âges, le sexe, les professions, et les statuts des prisonniers au cours du XIX^e siècle jusqu'en 1964. L'auteure évoque bien évidemment les impacts du Code pénal suisse, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1942, ainsi que les évolutions que la prison allait connaître avec la ratification par le canton de Thurgovie du Concordat sur l'exécution des peines et des mesures de la Suisse orientale, en 1965.

Il faut surtout noter le long développement – septante pages – consacré à la vie à l'intérieur de la prison. L'entrée, l'emploi du temps, les ateliers de travail et notamment la filature, le pécule, la surveillance, la nourriture, la dimension religieuse, la remise en liberté, la mort, le personnel, les détenus et les sanctions disciplinaires sont ainsi décrits. Il convient de relever l'éclairage que Verena Rothenbühler apporte sur le débat de 1886 à propos des punitions corporelles (*Prügelstrafe*) et les prises de positions divergentes sur la question d'Alois Engeler et de Friedrich Heinrich Häberlin. L'auteure connaît d'ailleurs fort bien son sujet puisqu'elle a par ailleurs rédigé la notice concernant Heinrich Häberlin dans le *Dictionnaire historique de la Suisse*.

On peut toutefois regretter l'absence d'un index, qui aurait pourtant été fort utile, ainsi que le manque de précisions sur l'usage de l'établissement et sur les détenus qui y étaient enfermés au cours des périodes de guerre. La position du territoire thurgovien, au bord du lac de Constance, face à Friedrichshafen, ne devait-elle pas avoir de conséquences sur les détenus tant en 1917 qu'en 1942? Ce d'autant plus qu'avec l'introduction du nouveau Code pénal en 1942, des modifications allaient intervenir dans les prisons suisses comme pour l'établissement thurgovien de Kalchrain, fondé lui aussi au cours du Moyen Age, deux ans après Tobel, qui allait voir son statut de maison de travaux forcés transformé.

Cet ouvrage constitue ainsi une double contribution, en premier lieu sur un établissement d'ordre militaire religieux, puis sur un établissement carcéral. Un livre qui participe non seulement à la reconnaissance historique du site, dédié à présent à des manifestations culturelles, mais également à la somme de nos connaissances sur les différents usages dans les prisons helvétiques des deux derniers siècles.

Christophe Vuilleumier, Colombier

André Holenstein, **Mitten in Europa. Verflechtung und Abgrenzung in der Schweizer Geschichte**, Baden: Hier + Jetzt, 2015, 288 Seiten.

André Holenstein traute sich, die Geschichte der Schweiz neu zu erzählen. Dadurch sticht sein neues Buch aus der jüngsten Debatte über Schweizergeschichte heraus. Denn diese scheint bisweilen im Hin und Her zwischen politisch motivierten Mythenbeschwörungen und geschichtswissenschaftlichen Berichtigungen festzustecken. Nicht, dass sich André Holenstein aus politischen Debatten heraus-

halten würde. Er bekennt sich unumwunden zur Absicht, einen Beitrag zu aktuellen Debatten über das Verhältnis der Schweiz zu Europa zu leisten. Das heisst aber nicht, dass sich sein Buch auf die historische Untermalung eines politischen Parteistandpunkts reduzieren liesse. Vielmehr nimmt er die politische Aktualität zum Anlass, neue Fragen an die Geschichte der Schweiz seit dem Ausgang des Mittelalters zu stellen. Das Buch identifiziert «tote Winkel» der herkömmlichen nationalgeschichtlichen Perspektiven und unterzieht diese einer ergebnisoffenen Untersuchung. Diese fragt zum einen nach Verflechtungen wirtschaftlicher, militärischer, politischer und kultureller Art zwischen der Schweiz und dem umliegenden Europa. Zum anderen zeichnet sie nach, wie eben diese Verflechtungen in Identitätsvorstellungen und Geschichtsbildern unsichtbar gemacht worden sind.

«Mitten in Europa» entwickelt nicht nur neue Narrative, sondern experimentiert auch mit Darstellungsformen. Während die meisten Nationalgeschichten die jüngste Zeit besonders ausführlich behandeln, sind die ersten zwei Drittel dieses Buches der Eidgenossenschaft vor 1798 gewidmet. Dagegen gelangt der Zeitraum zwischen Helvetik und Gegenwart eher knapp und in Form eines Epilogs zur Darstellung. Gerade im Schlussteil präsentiert sich der Haupttext über weite Strecken als Dialog mit langen, die Seitenmargen auffüllenden Zitaten von Politikern und Historikern. Und statt die Ausführungen mit Beispielen zu belasten, werden diese immer wieder durch Tabellen ergänzt. Diese inventarisieren so unterschiedliche Dinge wie die ausländischen Wirkungsstätten von Tessiner Baufachleuten, die hugenottischen Refugiantengeschlechter, die in die eidgenössischen Führungsschichten aufgestiegen sind, oder patriotische Idealisierungen der Schweiz samt den Negativ-Stereotypen, aus deren Umdeutung sie hervorgegangen sind.

Was ergeben nun die Erkundungen im neuen Terrain? Einige Verflechtungsphänomene erweist das Buch erst als solche, indem es bekannte Sachverhalte in neue Zusammenhänge stellt. So wussten wir zwar aus Einzelbiografien, dass mancher Schweizer Gelehrte eine Zeit lang als Hauslehrer Fürstenkinder unterrichtet hatte. Doch erst André Holensteins synthetisierender Zugriff (samt der Inventarisierung fürstlicher Hauslehrer in Tabellenform) macht den Umfang und die grundlegende Bedeutung dieses Phänomens für die karge Schweizer Bildungslandschaft fassbar – und verbindet es mit der Mittlerrolle, die viele Schweizer Gelehrte zwischen den verschiedenen europäischen Wissenschaftstraditionen wahrnahmen. In einer Verflechtungsperspektive erscheinen die Hauslehrer als Teil einer weiteren Wanderungsbewegung spezialisierter Berufsgruppen (etwa auch der über ganz Europa ausströmenden Bündner Zuckerbäcker oder Tessiner Stuckmeister), die symptomatisch für eine grundlegende wirtschaftspolitische Konstellation der Eidgenossenschaft war.

Letztlich ist es vor allem die eingehende Untersuchung der politischen und militärischen Verflechtungen, die in den Befund mündet, dass die *raison d'être* der Schweiz in einer spezifischen Form der Transnationalität zu suchen sei. Diese lässt sich verkürzt so umschreiben: Dank des Söldnergeschäfts und der damit verbundenen militärischen Bündnisse mit den umliegenden Fürstentümern konnten die eidgenössischen Orte auf den Aufbau stehender Heere verzichten – beziehungsweise deren Unterhalt benachbarten Fürsten überantworten. Obwohl sich eidgenössische Truppen an fast allen frühneuzeitlichen Kriegen beteiligten, liess sich so ihr eigenes Land weitgehend aus dem europäischen Kriegsgeschehen heraushalten. Gleichzeitig machten die Pensionen, die fremde Fürsten als Entschä-

digung für ihre Söldnerwerbungen entrichteten, in vielen Orten den Löwenanteil der obrigkeitlichen Einnahmen aus. So konnten diese darauf verzichten, eines der Systeme der Vermögens- oder Einkommensbesteuerung einzuführen, die schwer auf den Volkswirtschaften der umliegenden Territorialstaaten lasteten. Vor allem die Soldverträge mit Frankreich beinhalteten ausserdem Zoll-, Niederlassungs- und Handelsprivilegien und begünstigten dadurch nebst der Arbeitsemigration auch den Ausbau der Exportwirtschaft und die Auslandengagements eidgenössischer Financiers.

Die Kombination aus schwacher Staatlichkeit, enger Anlehnung an umliegende Mächte und boomender Aussenwirtschaft setzte sich unter veränderten Vorzeichen nach dem Untergang der alten Eidgenossenschaft fort. Für das Fortbestehen und die Verdichtung der Kooperation zwischen den eidgenössischen Orten sorgten immer wieder der Wille und der Druck der benachbarten Monarchien. Das gilt nicht erst für den Wiener Kongress, an dem sich vor allem Russland und Österreich dem Auseinanderdriften der eidgenössischen Orte in den Weg stellten. Schon ab dem 18. Jahrhundert trugen die französischen Ambassadoren phasenweise mehr zur Schlichtung der innereidgenössischen Zwiste bei als die eidgenössische Tagsatzung. Bisweilen umschreibt André Holenstein die Beziehungen zwischen den eidgenössischen Orten als deren «innere Aussenpolitik». Nicht nur dieser Wortgebrauch verleitet zur Frage, ob eine Verflechtungsgeschichte der Schweiz wirklich darauf angewiesen ist, die Existenz dieser Schweiz als einheitlicher Akteur von Anfang, auch schon für die Zeit vor 1500, vorauszusetzen. Hätte sie nicht bei den Verflechtungen der einzelnen Orte ansetzen können, aus denen erst allmählich die Eidgenossenschaft hervorgegangen ist?

Das Buch mündet im Befund eines seltsam widersprüchlichen Verhältnisses zwischen der starken Verflechtung der Schweiz und der Verfestigung von Absonderungsidealen. Ob diese wirklich bruchlos bis auf die Erzählung über die Bösen Vögte aus dem *Weissen Buch* von Sarnen aus dem Jahr 1470 zurückgehen, wäre wohl noch zu diskutieren. Denn das *Weisse Buch* brachte zum Zeitpunkt seiner Niederschrift ja eher ein Geschichtsbild Unterwaldens oder der Waldstätte als der damaligen Eidgenossenschaft zum Ausdruck. Überhaupt hätte das Buch auch thematisieren können, dass bis nach 1500 in den eidgenössischen Orten auch ganz andere Konzeptionen des politischen Raums verfochten wurden. Der Zürcher Humanist Felix Hemmerli und der Berner Twingherr Ludwig von Diesbach betonten beispielsweise in ihren Schriften die Verbindungen zwischen Städten wie Zürich und Bern und den grossen Fürstenhöfen. Und als der Einsiedler Mönch und Habsburger Parteigänger Albrecht von Bonstetten als Erster eine Karte der Eidgenossenschaft zeichnete, war ihm weniger an deren Abgrenzung nach aussen hin als an der Suggestion gelegen, diese befinde sich – mitten in Europa.

Doch nichts wäre verkehrter, als diesem Buch die Auslassung der einen oder anderen Einzelheit vorzuhalten. Denn seine Stärke liegt ja gerade darin, Akzente zu setzen und neue Perspektivierungen und Narrative zu entwickeln. Um die Auseinandersetzung mit diesen wird so bald keine Überblicksdarstellung der Geschichte der Schweiz herumkommen.

Simon Teuscher, Universität Zürich

André Heinzer, **Pfründen, Herrschaft, Gottesdienst. Lebenswelten der Mönche und Weltgeistlichen am Kloster und Kollegiatsstift St. Leodegar in Luzern zwischen 1291 und 1550**, Basel: Schwabe Verlag, 2014 (Luzerner Historische Veröffentlichungen, Bd. 45), 400 Seiten, 27 Abbildungen.

Mit seiner Dissertation legt der Verfasser eine ausführliche und präzise Darstellung verwaltungstechnischer und personeller Vorgänge im spätmittelalterlichen Kloster St. Leodegar in Luzern vor, die einschlägige verfassungsgeschichtliche Literatur und prosopografische Ansätze verarbeitet sowie auf einer genauen Quellenkenntnis beruht.

Die zeitliche Eingrenzung der Arbeit ergibt sich aus dem 1291 erfolgten Verkauf der herrschaftlichen Rechte an St. Leodegar durch das elsässische Mutterkloster Murbach an die habsburgischen Herzöge von Österreich sowie durch das Konzil von Trient in den Jahren um 1550, infolgedessen die Stadt Luzern in verstärkter Weise in innerklösterliche Angelegenheiten eingriff. In diese Zeitspanne fällt der Verfassungswandel des benediktinischen Konvents zu einem regulierten Chorherrenstift im Jahr 1456. Dieser bildete offenbar keine Zäsur, da das Kloster bereits seit dem 14. Jahrhundert de facto kollegiatsstiftisch organisiert war. Da die Dissertation insgesamt nicht chronologisch, sondern thematisch gegliedert ist, ergibt sich für den Autor aber das terminologische Problem, in der Überschau stets umständlich vom «Kloster und Kollegiatsstift St. Leodegar» sprechen zu müssen, weshalb er den dehnbaren Begriff «Gotteshaus» vorzieht.

Ausgehend vom grundsätzlichen Widerspruch zwischen dem benediktinischen Armutsideal und dem real existierenden Privatbesitz der Mönche beschreibt die Arbeit in einem ersten ausführlichen Kapitel (S. 33–134) das Pfründenwesen, die Pfründner und die Pfündnergemeinschaft. Die genaue Auswertung der Quellen führt zu detaillierten Einsichten beispielsweise in die personelle Besetzung St. Leodegars, das sich – analog zu anderweitig beobachteten Entwicklungen – von einem elsässisch dominierten Adelskloster zu einem städtischen Stift mit Insassen aus Luzern, Basel und der Ostschweiz wandelte (S. 95–106). Das zweite Kapitel (S. 135–203) befasst sich zunächst mit dem Kirchendienst. Hier zeigt sich einmal mehr die Tatsache, dass liturgische und seelsorgerische Vorgänge keine ausführliche Niederschrift erfuhren und daher nicht leicht nachzuvollziehen sind. Sichtbar werden auch hier in erster Linie Konflikte, so zum Beispiel die schwierige Situation des Leutpriesters zwischen Kloster, Diözese und Bürgerschaft, die sich in Luzern insbesondere in der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts manifestierte (S. 138f.). Leider ist die Beschreibung des «Gottesdienstes», der doch immerhin Bestandteil des Haupttitels ist, etwas dürftig ausgefallen. Die darauffolgenden Überlegungen zur Grundherrschaft St. Leodegars befassen sich vor allem mit dem Güterbesitz, der Verwaltung und dem Gerichtswesen, dem die Pfründner einen nicht geringen Teil ihrer Zeit widmeten.

Der Einfluss unterschiedlicher äusserer Faktoren wie der Klosterherrschaft, der familiären Netzwerke und des Bildungshorizonts der Angehörigen St. Leodegars wird im dritten Kapitel erläutert (S. 205–322), das der «Aussenwelt» gewidmet ist. Besonderes Gewicht liegt hier auf dem Beziehungsgefüge zwischen St. Leodegar und der Stadt Luzern, deren Territorialisierungsbestrebungen sich für das Gotteshaus zunehmend einschränkend auswirkten. Weniger gut ermöglichen es die Quellen, das Verhältnis St. Leodegars zum einen zu Murbach, zum andern zu den Herzögen von Österreich zu erfassen. Einen Beitrag zur Bildungsgeschichte leistet sodann der zweite Teil des Kapitels, der sich hauptsächlich mit den um 1500 kumulierenden Universitätsbesuchen der Kleriker St. Leodegars befasst. Abgerundet wird die Studie von der Personalliste der St. Leodegarpfründner sowie einem ausführlichen Personen-, Orts- und Schlagwortregister.

Sicherlich ist das Buch keine leicht lesbare Klostergeschichte. Es verlangt ein grosses begriffliches Vorwissen und Kenntnis des Klosterlebens und klösterlicher Verwaltungsvorgänge. Ein Glossar von nicht allzu geläufigen Begriffen wie zum Beispiel «Plebanie» wäre hilfreich gewesen. Aufgelockert wird die sehr dichte Darstellung durch einige Fotos und Illustrationen sowie durch Tabellen und Grafiken, die personelle oder geografische Entwicklungen verdeutlichen. Insgesamt kann das Buch aufgrund seiner detaillierten Quellenstudien und der verdienstvollen prosopografischen Arbeit als neues Grundlagenwerk zum spätmittelalterlichen St. Leodegar in Luzern bezeichnet und für weiterführende Studien empfohlen werden.

Bettina Schöller, Zürich

Rudolf Gamper, Thomas Hofmeier, **Alchemische Vereinigung. Das «Rosarium Philosophorum» und sein Besitzer Bartlome Schobinger**, Zürich: Chronos Verlag, 2014, 238 Seiten, 183 Abbildungen.

Der St. Galler Kaufmann Bartlome Schobinger (1500–1585) besass eine bemerkenswerte Handschrift – eine frühe Version des berühmten *Rosarium Philosophorum*. Das heute in der Vadianischen Sammlung aufbewahrte Exemplar bildet das Kernstück des vorliegenden Bandes. Die Analyse der Handschrift und ihres Kontexts eröffnet in einer Zusammenführung von Bilddeutung, Werkeinbettung und biografischer Skizze weiterführende Perspektiven auf die St. Galler Stadtgeschichte sowie die Wissensgeschichte der Alchemie.

Thomas Hofmeier eröffnet den Band mit einer Analyse des Bilderzyklus der Handschrift. Dieser umfasst 20 kolorierte Tafeln, die anhand des Bildgedichts *Sol und Luna* den alchemischen Prozess darstellen, seine Teilprozesse in allegorischen Personifizierungen nachzeichnen und symbolisch ausgestalten. Sowohl als praktische Handlungsanweisung als auch als philosophische Kosmologie versteht und erklärt Hofmeier aufbauend auf Forschungen insbesondere von Lawrence Principe, Joachim Telle und William Newman das *Rosarium Philosophorum* in einer eingehenden Bildlektüre. Für weiterführende Arbeiten hilfreich ist die durchgehende, durch eine bemerkenswerte Abbildungsdichte erzielte Gegenüberstellung des Bilderzyklus der Handschrift aus den 1530er Jahren mit den Holzschnitt- und Kupferstichreihen der wichtigsten Druckversionen – dem Frankfurter Erstdruck von 1550 und den Basler Sammeldrucken von 1572 und 1622. Zentrales Anliegen ist die Entschlüsselung der Bildsymbolik, wobei es dem Autor zugleich gelingt, die Heterogenität und Pluralität frühneuzeitlicher Alchemien ins Bewusstsein des Lesers zu rufen, beispielsweise indem eingehend auf den Charakter des *Rosariums* als *Florilegium*, als Kompendium von alchemischen Wissensbeständen, Denkweisen und Möglichkeiten, rekuriert wird.

Der Bildanalyse folgt ein thematischer Teil. Zunächst werden die im *Rosarium* verwendeten Autoritäten sowie verwandte Schriften vorgestellt und mit der St. Galler Handschrift in Beziehung gesetzt. Mit der Vertiefung der Aspekte Rosenallegorie, Sexualisierung und Hermaphrodit sowie einer abschliessenden Betrachtung der Bildlichkeit und Zeichenhaftigkeit der Alchemie und deren unterschiedlichen medialen Präsentationsmöglichkeiten in Handschrift und Druck werden interessante Perspektiven vorgestellt.

Im zweiten Teil stellt Rudolf Gamper das Leben des St. Galler Ratsherrn, Kaufmanns, Büchersammlers und – so Gampers Analyse – Alchemisten dar. Gamper identifiziert Schobinger als den Schreiber der Handschrift und verbindet diesen Befund mit einer biografischen Skizze, die Schobinger in verschiedene –

aber deshalb nicht getrennt zu denkende – Kontexte einordnet. Das alchemische Interesse Schobingers stellt keine isolierte Nebenbeschäftigung des gut vernetzten Kaufmanns dar, sondern ergänzt seine Tätigkeiten im Metallwarenhandel ebenso wie die im Auftrag des St. Galler Rates betriebene Münzaufsicht.

Gampers Darstellung zerfällt nur auf den ersten Blick in unterschiedliche Lebensbereiche. Gerade die Zusammenführung von Kaufmannstätigkeit und Ratsgeschäften mit gelehrten Praktiken und dem Austausch beispielsweise mit Alexander von Suchten gibt Bartlome Schobinger als eine faszinierende Gestalt zu erkennen. Schobingers persönliche Vernetzung – etwa über die gemeinsam mit seinem in München ansässigen Bruder betriebene Handelsgesellschaft – zeigt auf, wie sehr die Stadt St. Gallen als Handelsstadt, aber auch in ihrem politischen Agieren und als Ort gelehrten Austauschs, mit dem regionalen Umfeld verflochten war.

Gamper entkräftet mit seiner Darstellung und der eingehenden (Re-)Lektüre der Quellen einige Annahmen der älteren Forschung. Insbesondere relativiert er die Bedeutung des Kontakts Schobingers mit Paracelsus und zeigt eine sehr viel breitere Grundlage seines alchemischen Interesses auf. Dabei macht der Beitrag auf spannende Details aufmerksam, die eine eingehendere Beschäftigung verdienen. Insbesondere Schobingers in voller Länge abgedruckte, erste bekannte Kunststoffrezeptur und ihre Charakterisierung der Textur, Verwendung und Herstellung dieses besonderen Stoffes ist vor dem Hintergrund der Fragestellungen des *material turns* ausserordentlich interessant.

Im letzten Teil fassen Doris Oltrogge und Robert Fuchs die Ergebnisse eingehender Untersuchungen (Vis-Farbspektroskopie, Röntgenfluoreszenz, Mikroskopie und Bandpassfilter-Reflektografie) der Handschrift zusammen. Einblicke in Farbgebung und Maltechniken geben wertvolle Hinweise etwa bezüglich der nachträglichen Einfügung von blauen Übermalungen – die Autoren sprechen von «Badehöschen» – als Zensur der ohnehin nicht ausgeführten Geschlechtsteile der Hermaphroditen. Ein ausführlicher Anhang umfasst die Bildtexte, ihre neu-hochdeutsche Übersetzung, einen Überblick über die Drucke des *Rosariums* und eine eingehende Beschreibung der Sammelhandschrift.

Es erfolgt keine Zusammenführung der Teilergebnisse. Das mag einerseits bemängelt werden, macht aber andererseits gerade den Charme des Buches aus, dessen Anliegen es ist, in einer in mancher Hinsicht an eine Edition erinnernden, dabei sehr gut lesbaren Form eine faszinierende Handschrift für den interessierten Leser aufzubereiten. Das Ergebnis bereitet den Boden für zukünftige Forschungen zur Verknüpfung von alchemischen Interessen und Denkweisen mit der Betrachtung von Einzelpersonen und städtischen Gesellschaften in der Deutschschweiz. Vor diesem Hintergrund ist es zu verschmerzen, dass dieses Potential nicht explizit formuliert wird und Forschungen, die gerade auf die Verzahnung von Alchemiegeschichte und neuerer sozial- und kulturwissenschaftlich orientierter Wissensgeschichte hinwirken, etwa die Arbeiten von Tara Nummedal, keine Erwähnung finden.

Sarah-Maria Schober, Basel

Marc Höchner, **Selbstzeugnisse von Schweizer Söldneroffizieren im 18. Jahrhundert**, Göttingen: V&R unipress, 2015 (Herrschaft und soziale Systeme in der Frühen Neuzeit, Bd. 18), 284 Seiten, 16 Abbildungen.

Die Quellengrundlage der vorliegenden Arbeit bilden – wie es schon der Titel besagt – Selbstzeugnisse von Solddienstoffizieren, insbesondere Briefe und autobiografische Texte. Nach einer kurz gehaltenen Einführung zum eidgenössischen

Solddienst und den verwendeten Quellen folgt ein breites Spektrum an Themen aus dem Alltag des Solddienstes. Aus der Garnison etwa wechselten sich Berichte zum positiven Verhältnis zu den «Gastgebern» ab mit Klagen über den langweiligen Garnisonsort. Neben Ausbildung, Inspektionen und der Mühseligkeit des Exerzierens kam die Freizeitgestaltung zur Sprache (so auch die Eroberung von Frauen, deren man sich brüstete, S. 59). Die vielen Bitten um Geldsendungen waren gepaart mit Debatten zur richtigen Lebensführung, denn der Vorwurf der Liederlichkeit war ständig präsent. Die Beobachtung von Natur, Kultur und Technik durch die Offiziere hätte sich mit Hilfe von spezifischer Literatur zu Reisebeschreibungen in einen grösseren Kontext stellen lassen. Ausführungen zum Heimweh, mit dem durchaus auch gespielt wurde, schliessen das Kapitel zu den Friedenszeiten ab.

Nebst den Ausführungen zur Mühsal der Märsche und zum mal drakonischen, mal milden Umgang mit Deserteuren (besonders nachsichtig geahndet wurde die Desertion eines Offiziers) nahmen die Berichte von den Schlachten viel Raum ein: Das Weiterkämpfen trotz (detailliert dargestellten) Wunden unterstrich die eigene Tapferkeit. Höchner kann aufzeigen, wie sich die Schlachtbeschreibungen der Offiziere an den offiziellen Schlachtbeschreibungen orientierten, um dem «Chaotischen und Unübersichtlichen» (S. 102), dem sie auch mit dem Motiv der Unbeschreiblichkeit begegneten, eine Struktur zu geben. Sehr interessant ist die Beobachtung, dass das Erleiden grosser Verluste in der Schlacht positiv gewertet wurde, stand es doch im Widerspruch zu den wirtschaftlichen Interessen der Offiziere. Im Umgang mit dem Tod stellt Höchner eine fatalistische Haltung fest.

Diese zwei Kapitel zum Alltag zeichnen sich durch eine schnelle, oftmals sprunghafte Abfolge von Themen aus, in der die Quellenzitate leider allzu oft nur dazu dienen, das Vorkommen von aus der Literatur bekannten Themen zu belegen. Da sich die bisherige Forschung stark an der Schicht der Militärunternehmer und den eidgenössischen Eliten orientierte, kann sich die Arbeit inhaltlich kaum neu positionieren. Das Spezifische der Selbstzeugnisse und der in der Einleitung eingeführte Erfahrungsbegriff werden kaum aufgegriffen.

Den Ausführungen zu Religion und konfessionellen Unterschieden im folgenden Kapitel folgt das Thema der Ehre, die differenziert wird: Innere Ehre drückt sich durch besondere Fähigkeiten nicht zuletzt auf dem Schlachtfeld aus, während äussere Ehre sich auf Statussymbole wie Uniform und Rang bezieht. Gerade Letzteres war für die Offiziere zentral, hatte man doch bestimmte Erwartungen an die Reihenfolge der Ernennungen (und drohte als Verhandlungsstrategie mit Demission). Die gesellschaftliche Ächtung der häufig vorkommenden Duelle schliesslich drückte sich höchstens darin aus, dass sich alle als eigentlich unwillig zum Kampf darstellten.

Unter dem etwas enigmatischen Titel «Das Schweizerische in den Selbstzeugnissen» werden in Kapitel 8 einerseits die Kompaniewirtschaft als Familienunternehmen und andererseits ein republikanisches Nationalbewusstsein der Offiziere untersucht. Höchner zeigt an Beispielen die Familiennetzwerke bei der Finanzierung und Rekrutierung von Kompanien auf. Die Versuche, Kompanien in der Hand der Familie zu halten, sowie die Karriereplanung der Offiziere dienten dabei langfristigen Familieninteressen.

Ein nicht weiter ausgeführtes «aristokratisch-republikanisches Ideal» (S. 170) und ein gemeinsames Geschichtsbild bildeten die Basis für das Nationalbewusst-

sein der Offiziere. In den Selbstzeugnissen kommen ein Pflichtgefühl sowie (militärische) Vorteile für die Heimat zur Sprache. Leider problematisiert Höchner hier den Nationsbegriff zu wenig, verweist auf S. 169 gar auf die deutsche «(Sprach-)nation», statt die Ambiguität des Nationsbegriffs zu thematisieren und die Frage zu stellen, wie sich der Dienst für fremde Fürsten mit nationalem Ehrbewusstsein verträgt.

Ein Grossteil des Kapitels zu Krisen und Kritik am Solddienst umfasst ereignisgeschichtliche Darstellungen zur Rolle der Eidgenossen in den Erbfolgekriegen des 18. Jahrhunderts und beim Tuileriensturm von 1792. Die Kriegsergebnisse zeigen, wie gering die Chancen standen, vertragswidrige Verhältnisse wie die Verwendung in der Offensive zu verhindern. In den Quellen erweisen sich die Offiziere als apolitisch, wenn Solddiensteinsätze in der Eidgenossenschaft umstritten waren. Der Abschnitt zu den Solddienstdebatten stellt die wichtigsten Motive der Kritik im 16. und im 18. Jahrhundert dar. Die meisten Offiziere gingen jedoch nicht darauf ein (S. 226); die historischen Werke ehemaliger Offiziere verteidigen den Solddienst, während die Kritik von Minderprivilegierten zeigt, dass oft fehlende Aufstiegsmöglichkeiten, aber keine grundsätzlichen Überlegungen am Ursprung der Kritik standen. Weitgehend unbelegt ist die Aussage, dass Befürworter und Gegner des Solddienstes ein «ähnliches Vokabular» verwendeten, das Ausdruck einer «aristokratisch-republikanischen Prägung» war (S. 229).

Während Höchners Buch insgesamt einen breiten Überblick über die Eliten im eidgenössischen Solddienst gibt und damit einen guten Einstieg in die Thematik vermittelt, werden zwei Aspekte vermisst: Erstens hätte eine stärkere Ausrichtung der Arbeit an Charakter und Funktion der Quellen, basiert auf einer gründlicheren Einführung dazu, dem Werk gutgetan. Zweitens wurden viele Gelegenheiten ausgelassen, selbst Position zu beziehen, etwa wenn auf S. 25 die Frage diskutiert wird, ob der Begriff «Söldner» angebracht ist, bei der Bewertung der finanziellen Chancen und Risiken eines Offizierspostens (S. 64) oder zur (mehrfach aufgezeigten) Abhängigkeit von den Dienstherren (S. 225).

Benjamin Hitz, Universität Basel

Daniel Krämer, **«Menschen grasten nun mit dem Vieh»: Die letzte grosse Hungerkrise der Schweiz 1816/17**, Basel: Schwabe Verlag, 2015, 527 Seiten.

Der grosse Vulkanausbruch des Tambora in Südostasien und der darauf folgende kühle und feuchte Sommer in Mitteleuropa bilden den Hintergrund für Daniel Krämers umfassende Analyse der Hungerkrise von 1816/17 in der Schweiz und für eine ausführliche theoretisch-methodische Auseinandersetzung mit der historischen Hungerforschung.

Im ersten Teil der Arbeit bereitet der Autor ausführlich und verständlich den theoretischen Hintergrund der Forschungen zum in der Geschichte der Menschheit allgegenwärtigen Phänomen des Hungers auf. Ausgehend von angebotsorientierten Ansätzen wie Thomas Robert Malthus' Bevölkerungstheorie leitet Krämer zu ökonomischen Theorien über, die unter anderem das Konzept der «moral economy» E. P. Thompsons und die Zugangsrechte besonders berücksichtigende Theorie Amartya Sens beinhalten. In einem dritten Schritt schlägt Krämer anschliessend den Bogen zu Stephen Devereux' durch politisches Versagen verursachten «neuen Hungersnöten». Das Buch bleibt jedoch nicht bei dieser Zusammenschau der bisherigen Theorien stehen, sondern bietet mit einem

bereits an anderer Stelle¹ erarbeiteten «Modell zur konzeptionellen Struktur des Hungers» eine gut nachvollziehbare Verschmelzung bisheriger theoretischer Überlegungen, wobei langfristige Prozesse wie die Bevölkerungsentwicklung, Auslöser wie Naturkatastrophen und Missernten, Konsequenzen für Regionen, Haushalte oder Individuen sowie kurz- und langfristige Anpassungen wie Migration oder verändertes Ernährungsverhalten Berücksichtigung finden.

Anschliessend bespricht der Autor ausführlich Grundlagen und Entwicklung der historischen Klimatologie sowie das Konzept der Verletzlichkeit beziehungsweise Vulnerabilität, dessen vielfältige theoretische Stränge er in einem eigenen Modell zusammenfasst. Diese, den ersten Teil seiner Arbeit dominierenden theoretischen Überlegungen bereiten die Auseinandersetzung mit dem «Jahr ohne Sommer» in der Schweiz fundiert vor, wobei Krämer Modell und Schweizer Fallbeispiel stets miteinander verknüpft.

Zwei Fragenkomplexe bilden den Rahmen für die Untersuchung der Hungerkrise, die den Schwerpunkt des zweiten Teils der Arbeit ausmacht. Die erste Gruppe von Fragen zielt auf die Vorgeschichte der Krise und behandelt dabei Strukturen sowie kurz- und langfristige Prozesse. Hierfür stellt der Autor die Situation der Schweiz während der Mediation (ab 1803) und zu Beginn der Restauration dar und betont die für die historische Forschung wertvolle Vielfalt der Kantonsverfassungen, aber auch die grosse Uneinigkeit und das vorherrschende Misstrauen zwischen den einzelnen Kantonen beim Fehlen einer wirkungsvollen zentralstaatlichen Autorität. Die zweite Gruppe von Fragen bezieht sich unmittelbar auf die Krise und untersucht Intensität und Ausmass des Hungers anhand der Indikatoren Preise, Demografie, Kriminalität und Körperhöhe.² Als Quellengrundlage dienen dem Autor dabei obrigkeitliche Protokolle, zum Beispiel der Tagsatzungen, der Kantonalregierungen und der Armenverwaltungen, das Allgemeine Signalement-Buch zur Einschätzung des Wandels der Kriminalität sowie das Passregister des Amts Entlebuch (Luzern), mit dessen Hilfe die Entwicklung der mittleren Körperhöhe in den Hungerjahren nachvollzogen werden konnte.

Das letzte Kapitel des Hauptteils bildet Hintergrund und Interpretation für zwei vom Autor entwickelte Mangelernährungskarten der Jahre 1817 und 1818, die die Intensität der Krise in verschiedenen Regionen der Schweiz auch visuell fassbar machen. Definition und Beschreibung der schweizerischen Ökozonen, der Gewerberegionen und der Bevölkerungsdichte um 1800, die jeweils als Karte visualisiert werden, bezieht der Autor dabei mit ein. Die Mangelernährungskarten basieren auf der eidgenössischen Volkszählung von 1860, bei der auf Bezirksebene auch die Grösse der jeweiligen Geburtsjahrgänge (Kohorten) ermittelt worden war. Anhand einer linearen Progression, deren Merkmale jedoch nicht konkret genannt werden, errechnete Krämer Schätzwerte für die Kohortengrössen von 1817 und 1818, die er mit den tatsächlichen Werten verglich. Je grösser die Abweichung, desto grösser war die Verletzlichkeit des jeweiligen Bezirks in der Hungerkrise. Im Ergebnis erwiesen sich, auch mit den übrigen Hungerindikatoren

- 1 Daniel Krämer, Vulnerabilität und die konzeptionellen Strukturen des Hungers. Eine methodische Annäherung, in: Dominik Collet et al. (Hg.), Handeln in Hungerkrisen. Neue Perspektiven auf soziale und klimatische Vulnerabilität, Göttingen 2012, S. 45–65.
- 2 Im digitalen Anhang des Buchs (www.boris.unibe.ch/68839/) sind alle verwendeten Preise und demografische Daten zugänglich.

verknüpft, 1817 besonders dichtbesiedelte und gewerbliche Gebiete nördlich des Zürichsees, einige Bezirke im Kanton Bern sowie Bezirke am Genfersee, die sich auf Weinbau spezialisiert hatten, als besonders von der Krise betroffen. Im Folgejahr hatten sich die negativen Auswirkungen der Hungerkrise jedoch eindeutig in die Ostschweiz (St. Gallen, Appenzell, Zürich) verschoben. Weniger betroffen waren Bezirke in der Südschweiz, Luzern und die Urkantone. In einem abschliessenden Fazit fasst Krämer gut nachvollziehbar langfristige Faktoren zusammen, die – miteinander verflochten – Einfluss auf die Hungerkrise von 1816/17 in der Schweiz hatten: Landnutzungssysteme, Gewerbe, Verkehrserschliessung, die Situation der Landwirtschaft, die Bevölkerungsentwicklung sowie internationale wirtschaftliche Konkurrenz.

Insgesamt gibt Krämers Studie einen vielseitigen und genauen Einblick in die Entstehung und Struktur der Hungerkrise von 1816/17 in der Schweiz, wobei politische Reaktionen und soziale Realitäten nicht zu den ausgewählten Schwerpunkten gehören. Unter der Voraussetzung einer ähnlich reichen Datenlage kann Krämers Untersuchungsmodell auch für andere historische oder aktuelle Hungerkrisen angewendet werden. Man kann sein Vorgehen ebenfalls als Appell verstehen, Hunger nie als plötzlich erscheinendes Ereignis zu sehen, sondern ihn immer aus historischen Prozessen und Strukturen, sozialer Verletzlichkeit und kulturellen Faktoren heraus zu erklären und daraus Lösungsmöglichkeiten zu skizzieren.

Ansgar Schanbacher, Göttingen

Véronique Mettral Dubois, **L'œuvre politique de James Fazy (1794–1878) et son apport à l'avènement des droits fondamentaux à Genève. Sources doctrinales et contexte historique**, Genève/Zurich: Schulthess, 2015 (Collection genevoise), 384 pages.

James Fazy est souvent considéré comme le fondateur de la Genève moderne, dont il a bouleversé les institutions politiques et sociales, les structures économiques et sociales comme la morphologie urbaine. Il n'existe pourtant pas de biographie récente de cet homme d'Etat pas plus que d'études approfondies sur sa pensée politique alors même que son héritage a longtemps pesé sur le canton de Genève et que la constitution de 1847, dont il a été le principal sinon l'unique rédacteur, a duré 166 ans. L'ouvrage de Véronique Mettral Dubois se veut donc une tentative ambitieuse de combler une lacune. A ce titre déjà, il est méritoire même si le résultat peut paraître décevant parfois. Polygraphe, James Fazy a laissé plusieurs ouvrages, des brochures économiques, un Précis d'histoire de Genève, un cours de droit constitutionnel et même une pièce de théâtre *La mort de Lévrier* (1826) sur un héros de l'indépendance genevoise au XVI^e siècle, interdite sous la Restauration. Mais pour découvrir le penseur politique, il faut surtout relire ses articles, publiés dans les nombreux journaux et périodiques qu'il a contribué, seul ou avec des amis, à fonder, tels *le Républicain*, le *Journal de Genève*, *la Révolution de 1830*, *le Pour et le Contre*, *l'Europe centrale* ou la *Revue de Genève*. De même, les rapports déposés à l'appui de divers projets de loi au Grand Conseil de Genève, dont il fut membre quasiment sans interruption de 1846 à 1878, et surtout ses interventions innombrables sur toutes sortes de sujets constituent une source de premier ordre. Sa correspondance, certes lacunaire et éparse, offre également matière à documenter la philosophie de son action. Ces documents ne semblent pas avoir été toujours exploités à fond. On peut aussi s'étonner de l'absence presque complète d'autres figures radicales avec ou contre lesquelles s'est

construite l'œuvre politique de James Fazy, à l'exception d'Antoine Carteret qui devint rapidement l'un de ses adversaires au sein des radicaux. C'est ainsi qu'Elie Ducommun, secrétaire et collaborateur de Fazy, plus tard chancelier d'Etat et destinataire du Prix Nobel de la paix, n'est pas cité une seule fois.

L'ouvrage est clairement structuré. Dans une première partie, l'auteure, après avoir esquissé à grands traits la biographie de Fazy, étudie son œuvre politique en France, sous la Restauration, à Genève ensuite ainsi que son influence sur la Constitution fédérale de 1848. On peut comprendre le parti de l'auteure. La «période française» voit un Fazy libéral, hostile à la monarchie, foncièrement républicain et partisan du libre-échange. Ce républicanisme l'empêchera de faire carrière sous la monarchie de Juillet, malgré ses liens avec La Fayette et Casimir Périer. La section consacrée à l'œuvre politique de Fazy à Genève est centrée sur l'analyse des constitutions de 1814 (où Fazy, âgé de 20 ans, n'est pas intervenu), de 1842 et de 1847, celle-là introduisant les principes fondateurs, comme le suffrage universel et la souveraineté du peuple, repris par celle-ci. Enfin, son rôle dans l'élaboration de la Constitution suisse de 1848 permet d'apprécier son attitude plus fédéraliste qu'unitariste, imprégné qu'il est du système américain, peut-être par ses discussions avec La Fayette, certainement par la lecture de Tocqueville, en faveur du bicaméralisme. Dans une seconde partie, l'auteure étudie le rôle de James Fazy dans l'établissement des droits fondamentaux à Genève. En fait, l'auteure a choisi de ne s'intéresser qu'à certains d'entre eux, comme la souveraineté populaire et certains droits politiques et sociaux, tels la liberté de la presse, la liberté religieuse ou le droit à l'assistance sociale et médicale. En revanche, l'auteure a renoncé à traiter certains thèmes comme la liberté individuelle, la garantie de la propriété, la liberté d'établissement ou celle de commerce et d'industrie, sans expliciter son choix. On doit le déplorer car l'exercice de certains droits fondamentaux éclairent singulièrement la politique fazyste. Par exemple, le droit d'asile, dans sa conception, comme dans sa pratique explique les conflits que son usage entraîne tant avec la Confédération qu'avec certaines puissances étrangères. Quant à la liberté de commerce et d'industrie, son application ira jusqu'à la suppression du monopole des avocats en 1851, pour ne pas parler de la garantie de la propriété qui n'empêchera pas la nationalisation du Musée Rath et l'expulsion de la Société des Arts. Au fond, l'auteure se passionne davantage pour les textes juridiques que pour leur mise en pratique. A juste titre, elle remarque que les droits politiques n'incluent ni le référendum ni le droit d'initiative sans souligner que ces deux instruments de démocratie semi-directe s'opposent au régime démocratique radical conçu comme une *démocratie représentative*, dans laquelle le peuple choisit ses représentants à l'exécutif et au législatif, à intervalles réguliers, sans autre intervention. En corollaire, très logiquement, James Fazy fait adopter l'élection du Conseil d'Etat par le peuple, chose unique en Suisse à cette époque, alors que certains cantons conserveront jusqu'au premier quart du XX^e siècle l'élection du gouvernement cantonal par le Grand Conseil. Cette conception explique aussi pourquoi le leader radical s'est toujours montré favorable à l'élection du Conseil fédéral par le peuple. Faut-il rappeler que, dès 1847, l'initiative des lois appartient tant au Grand Conseil qu'au Conseil d'Etat, ce qui constitue aussi une exception parmi les cantons suisses.

On doit regretter, surtout dans une thèse, quelques erreurs factuelles, d'autant plus regrettables qu'elles auraient pu facilement être évitées. James Fazy n'a jamais été veuf (p. 149) et certains conservateurs se sont tristement fait remarquer

lors de l'octroi d'une pension à sa veuve. Carl Vogt n'a jamais été conseiller d'Etat (p. 306). Enfin, les Genevois des nouveaux territoires incorporés au canton, en 1815 et 1816, ont acquis d'emblée le droit de vote, aux mêmes conditions que les anciens Genevois, contrairement à ce qu'affirme l'auteur (p. 237). Les lois éventuelles, adoptées en 1814 le prévoyaient tout en visant à ce que leurs élus ne dépassent pas le tiers des députés au Conseil représentatif, quel que soit leur pourcentage de la population cantonale. De même, l'article 168 des Ordonnances ecclésiastiques de 1576 n'établit nullement des Conseils généraux périodiques, mais seulement la lecture de celles-ci tous les cinq ans (p. 245). Certes, en 1707, un Edit prévoyant la convocation d'un Conseil général tous les cinq ans fut passé en Général; mais cet Edit fut abrogé dès décembre 1712 lors de la première réunion de ce Conseil général périodique! Il s'agit là de vétilles sans doute, mais qui ne sont pas sans importance quand on connaît l'attachement de James Fazy à l'institution du Conseil général, organe dans lequel réside la souveraineté du peuple.

L'attachement de James Fazy au fédéralisme s'est exprimé, au soir de sa vie aussi bien dans le plaidoyer pour une Espagne fédérale, en 1869, que par son refus du projet de constitution suisse de 1872. De ce point de vue, l'analyse de la pratique politique fazyste par rapport à ses principes fondamentaux n'eut pas manqué d'intérêt. Favorable à la séparation des pouvoirs, mais n'hésitant pas à intervenir dans certaines affaires jusqu'à provoquer la démission du procureur général William Turrettini, ou valorisant le suffrage universel (masculin) tout en s'accommodant de diverses fraudes électorales, l'homme d'Etat radical est un pragmatiste bien davantage qu'un hégélien au contraire de son ami Henri Druey. Certes, la triple influence de Rousseau, des troubles genevois du XVIII^e siècle et des Lumières le marquent tandis que son agnosticisme le rapproche des partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il souhaite une véritable égalité entre protestants et catholiques, ce qui finira par lui coûter son assise électorale et s'est montré souvent novateur en théorie comme en pratique, comme l'indique bien Véronique Mettral Dubois dans cet ouvrage. Il faut espérer qu'une telle étude ouvre la voie à de nouveaux travaux présentant d'autres aspects d'une œuvre politique dont on n'a pas fini de découvrir la richesse insoupçonnée. *Bernard Lescaze, Genève*

Cédric Humair, Marc Gigase, Julie Lapointe Guigoz, Stefano Sulmoni, **Système touristique et culture technique dans l'Arc lémanique. Analyse d'une success story et de ses effets sur l'économie régionale (1852–1914)**, Neuchâtel: Editions Alphil-Presses universitaires suisses, 2014, 476 pages.

Marc Gigase, Cédric Humair, Laurent Tissot (dir.), **Le tourisme comme facteur de transformations économiques, techniques et sociales (XIX^e–XX^e siècles)**, Neuchâtel: Editions Alphil-Presses universitaires suisses, 2014, 353 pages.

Diese beiden Publikationen, Resultat einer vierjährigen vom Nationalfonds finanzierten Studie über die am Genfersee im 19. Jahrhundert aufgebaute Tourismusindustrie, eröffnen einen neuen und aufschlussreichen Einblick in einen bisher eher vernachlässigten Bereich der Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Schweiz. Die Betonung auf «Industrie», oder wie im französischen Titel auf «System», ist wegleitend, denn sie zeigt an, dass diese Studie den Tourismus in seiner komplexen Struktur umfassend angehen will.

Wer sich rasch über die vielfältigen Formen touristischer Entwicklungen orientieren will, greift mit Vorteil zuerst auf das zweite der hier angekündigten Bücher. Die darin enthaltenen, aus einem Kolloquium hervorgegangenen neun-

zehn Diskussionsbeiträge illustrieren bestens die verschiedenen Typen des Tourismus. Je nach geografischer Lage und gesellschaftspolitischen Umständen führen spezifische Kombinationen von Faktoren zur Entstehung eines Touristikzentrums. Dass der Tourismus sich grundsätzlich im Rahmen einer Industriegesellschaft und im Zusammenhang mit dem Aufkommen einer begüterten bürgerlichen Oberschicht entwickelt, erklärt allein noch nicht die Entstehung dieses Phänomens. Wichtig sind vielmehr auch die Zusammenarbeit der lokalen Eliten, die Mobilisierung von Kapital und die Empfänglichkeit für innovative Neuerungen. Der besondere Reiz dieser Aufsatzsammlung liegt nicht zuletzt an der geografisch weit gefächerten Verteilung der Beispiele (Neapel, Bretagne, Vercors, Santiago de Compostela, Albany/New York, Salzkammergut). Weitere Beiträge sind soziokulturellen Aspekten gewidmet (Saisonarbeiter, Bergführer und Alpinisten, Einwirkung der Automobile etc.).

Die oben erstgenannte Studie über den Tourismus im Genferseegebiet nimmt zuerst einmal die Entwicklung der Infrastruktur in den Fokus. Beruhend auf einem umfangreichen und mittels einer Datenbank organisierten Materialkorpus kommen dabei alle Aspekte der Tourismusindustrie, von den Autoren als *Leading Sector* bezeichnet, zur Sprache. Nach einer summarischen Umschreibung des Raumes (1. Kp.) werden die Akteure (2. Kp.) und anschliessend die sozialen und ökonomischen Netzwerke (3. Kp.) analysiert. Die folgenden drei Kapitel sind den Wechselbeziehungen zwischen touristischer Entwicklung und technischer Modernisierung gewidmet. Dabei geht es sowohl um die Kapitalbeschaffung (Banquiers, Advokaten und Politiker), die Infrastruktur (Transportmöglichkeiten und Mobilität), das Management der Hotels (von der Finanzierung bis zur Installation der Toiletten) als auch um die Förderung der Attraktivität und des Images der Region. Dabei werden auch die Widerstände gegen diese Entwicklung (Heimat- und Naturschutz z.B.) oder Unfälle und Katastrophen (Explosion auf dem Dampfschiff *Mont-Blanc*, 1892) ausführlich geschildert.

Angesichts des komplexen touristischen Systems stellt sich die Frage, welches die wichtigsten Schaltstellen oder Faktoren sind, die den Aufbau und die erspriessliche Entwicklung beförderten. In dieser Studie wird dem Transportwesen und der Zusammenarbeit der lokalen Eliten eine grosse Bedeutung beigemessen. Lausanne als Knotenpunkt und die Simplonlinie als wichtiger Anschluss ans internationale Eisenbahnnetz bildeten, zusammen mit dem Ausbau der lokalen Transportmittel, entscheidende Voraussetzungen für die Entwicklung des Tourismus. Damit aber solche Infrastrukturen realisiert werden konnten, war eine dichte und effiziente Zusammenarbeit der lokalen Eliten notwendig. Wie diese über Verwaltungsräte, Assoziationen, Berufsverbände und persönliche Beziehungen zustande kam, wird in dieser Arbeit ausführlich dargestellt.

Die Autoren sehen die Welt des Tourismus am Genfersee aber auch als eigentliches Labor der technischen Moderne, in dem eine begüterte internationale Gesellschaftsschicht Erholung, Unterhaltung, medizinische Betreuung, landschaftliche Reize und ruhige Alterssitze mit diskreter Bankbetreuung sucht. Ihr steht ein weitgehend aus Einheimischen zusammengesetztes Bürgertum zu Diensten, das aus dieser Fremdenindustrie zum Teil erhebliche Profite erwirtschaftet. Weniger deutlich präsent ist in dieser Studie hingegen die andere gesellschaftliche Seite, jene der Angestellten und Dienstboten.

Am Schluss werden die wirtschaftliche Bedeutung und die von der Tourismusindustrie ausgelösten Synergien beleuchtet. So kann man beispielsweise fest-

stellen, dass die Modernisierung der Infrastruktur der Städte Genf und Lausanne Hand in Hand mit der Entwicklung der Tourismusindustrie voranging oder dass die Banken ihren Aufschwung nicht unwesentlich diesem Wirtschaftssektor verdankten. Aber auch Produkte wie die Schokolade, das Mineralwasser, Rauchwaren oder Uhren und Schmuck verdanken ihre Verbreitung in grossem Masse dem Tourismus.

Darstellung und Analyse dieser Studie beruhen auf einer umfangreichen, beinahe nicht übersehbaren Materialsammlung. Die Themen werden dementsprechend bis ins kleinste Detail ausgebreitet und analysiert, wobei mit Zahlen und Grafiken nicht gespart wird. Da sich aufgrund des thematischen Aufbaus die verschiedenen Elemente der Studie überschneiden, kommt es beinahe unausweichlich zu Redundanzen. Dies strapaziert gelegentlich die Aufmerksamkeit des Lesers. Dafür erhält man jedoch einen starken und detailreichen Eindruck über den Umfang und die Bedeutung eines fundamentalen Wirtschaftssektors, der bisher unter dem Titel «Tourismus» nicht immer in seinem gesamten Umfang erfasst worden war.

Hans-Ulrich Jost, Lausanne

Brigitte Studer, Sonja Matter, **Zwischen Aufsicht und Fürsorge. Die Geschichte der Bewährungshilfe im Kanton Bern**, Bern: Stämpfli Verlag, 2011, 167 Seiten, 10 Abbildungen.

Im 19. Jahrhundert setzten sich in vielen Kantonen religiös-philanthropische Organisationen für die Unterstützung von entlassenen Strafgefangenen ein. Im Kanton Bern war dies der 1839 gegründete Schutzaufsichtsverein. Mit Veränderungen im Strafvollzug wurde die gesetzliche Regelung notwendig. So erliess der Berner Grosse Rat im Februar 1911 das Dekret über die Schutzaufsicht.

Die Abteilung Bewährungshilfe und alternativer Strafvollzug (ABaS) des Kantons Bern nahm den 100. Jahrestag dieses Gesetzes zum Anlass, beim Historischen Institut der Universität Bern eine Untersuchung zur Geschichte der Bewährungshilfe anzuregen. Der Sammelband, den Brigitte Studer, Professorin für Schweizer und Neueste Allgemeine Geschichte, und Sonja Matter, Assistentin am Historischen Institut, herausgaben, umfasst elf Beiträge zu verschiedenen Aspekten. Eva Keller zeigt die Schwierigkeiten bei der Resozialisierung von entlassenen Sträflingen, die hohe Rückfallquote und das fehlende Interesse der Betroffenen an der Schutzaufsicht auf. Trotz mehrerer Anläufe war dem bernischen Schutzaufsichtsverein im 19. Jahrhundert längerfristig kein Erfolg beschieden. Einen Überblick über die gesetzgeberischen Regelungen der Schutzaufsicht auf Bundesebene und im Kanton Bern gibt Andrea Baechtold. Dabei wird deutlich, dass sich der Gesetzgeber im Wesentlichen von Veränderungen in der Praxis leiten liess und diese nachträglich legitimierte. Grundlegende Reformen nahmen die bernische Strafvollzugsverordnung 1986 und das revidierte eidgenössische Strafgesetzbuch erst 2002 auf. Unter dem Stichwort «wohltätiger Zwang» erläutert Urs Germann den bedingten Straferlass und die amtliche Schutzaufsicht an der Wende vom 19. zum 20. Jahrhundert. Fürsorgerische Massnahmen, aber auch subtilere Formen der Überwachung lösten repressive Sanktionen ab und zielten auf eine stärkere Individualisierung des Strafvollzugs. Nachdem das freiwillige Schutzaufsichtskomitee nach dem Ersten Weltkrieg aufgelöst worden war, erhielt die amtliche Schutzaufsicht zur Entlastung zwei neue Stellen, die aber nicht über höhere Staatsausgaben finanziert wurden, sondern über private Gelder, die ein neuer von der Verwaltung initiiertes Schutzaufsichtsverein akquirierte, wie Mar-

kus Hochuli untersucht hat. Im Fokus des Beitrags von Anja Suter steht die vom Berner Polizeidirektor 1890 ernannte Patronatskommission, die sich um die Insassinnen der Strafanstalt Hindelbank kümmerte. Dabei gehörte der Kampf gegen Prostitution, Mädchenhandel und die Verbreitung «unsittlicher» Literatur ebenso zum Tätigkeitsfeld wie der Schutz der Kinder von weiblichen Häftlingen. Auf der Grundlage des eidgenössischen Strafgesetzbuches, das 1942 in Kraft trat, wurde die ehrenamtlich tätige Patronatskommission aufgelöst und die Anstaltsarbeit professionalisiert.

Tanja Rietmann zeigt auf, dass nicht nur Kriminelle der Schutzaufsicht unterstanden, sondern auch administrativ Versorgte, die nicht straffällig geworden waren, sondern gesellschaftlichen Ordnungs- und Normalitätsvorstellungen nicht entsprachen. Damit erhielt die administrative Versorgung einen strafrechtlichen Einschlag, was durch den gemeinsamen Vollzug in den gleichen Einrichtungen verstärkt wurde. Diese Verwischung der Grenzen zwischen strafrechtlich sanktionierter Tat und «ungeordneter Lebensführung» stellte Eliane Forster auch bei den Fürsorgerinnen fest, die in den 1960er Jahren ihren Fokus zunehmend auf die Lebensgestaltung der KlientInnen richteten. In seinem zweiten Beitrag analysiert Urs Germann die Normierungsprozesse und damit verknüpft die unterschiedlichen geschlechtsspezifischen Erwartungen der FürsorgerInnen an die betreuten Männer und Frauen.

Kontrolle und Bevormundung standen lange im Zentrum der Arbeit des Berner Schutzaufsichtsamtes. Erst die gesellschaftskritische Haltung der 68er-Bewegung bewirkte einen Paradigmenwechsel, der sich schliesslich 1993 in der Umbenennung von Schutzaufsicht in Bewährungshilfe ausdrückte, wie Ismael Albertin erläutert.

Drei ExponentInnen, die die Bewährungshilfe des Kantons Bern in den vergangenen Jahren wesentlich mitgeprägt haben, sprechen mit Sonja Matter über neueste Entwicklungen und Veränderungen zu Beginn des 21. Jahrhunderts. Während noch vor wenigen Jahren die soziale Integration über die Wiedereingliederung in den Arbeitsmarkt angestrebt wurde, liegt heute das Gewicht auf der Persönlichkeitsförderung. Aufgrund der erschwerten wirtschaftlichen Situation platziert die Bewährungshilfe ihre Klientel vermehrt in Beschäftigungsprogrammen. Nach dem revidierten Strafgesetzbuch von 2007 ist ein zweites Ziel die Rückfallvermeidung. Der neue gesetzliche Auftrag der Bewährungshilfe besteht darin, die KlientInnen bei der Tataufarbeitung und Wiedergutmachung zu unterstützen, was eine grosse Herausforderung darstellt. Wie weit sich der Straffällige darauf einlassen kann, variiert von Einzelfall zu Einzelfall.

Die gesellschaftliche Integration ist heute durch die plakative Berichterstattung der Boulevardmedien schwieriger geworden. Dass sich diese bei Strafgefangenen ohne Schweizer Pass verschärft, zeigt Christin Achermann in ihrem Beitrag, der auf ein vom Schweizerischen Nationalfonds finanziertes Forschungsprojekt zurückgeht.

Wie bereits der Titel des Sammelbandes «Zwischen Aufsicht und Fürsorge» deutlich macht, thematisieren verschiedene Beiträge das Spannungsfeld von Kontrolle und Betreuung. Weitere strittige Fragen betreffen die Zusammenarbeit respektive die Rivalität zwischen privaten und staatlichen Akteuren.

Die gut lesbare Publikation richtet sich an Personen, die in der Bewährungshilfe und im Strafvollzug tätig sind, an Historiker und Juristinnen sowie an Betroffene und politisch Interessierte. Sie gibt einen übersichtlichen Einblick in die

Entwicklung der Schutzaufsicht und der heutigen Bewährungshilfe. Um die Situation im Kanton Bern mit weiteren Kantonen vergleichen zu können, sind weitere solche Studien wünschenswert.

Sabine Braunschweig, Basel

Thomas Gnägi, Bernd Nicolai und Jasmine Wohlwend Piai (Hg.), **Gestaltung, Werk, Gesellschaft. 100 Jahre Schweizerischer Werkbund SWB**, Zürich: Scheidegger & Spiess, 2013, 466 Seiten, 538 Abbildungen.

Zu seinem Zentenarjubiläum hat sich der Schweizerische Werkbund eine voluminöse Gesamtschau seines Wirkens geleistet, die sich auf eine grössere Nationalfondsstudie unter der Leitung des Berner Kunstgeschichte-Ordinarius Bernd Nicolai stützen konnte (Lehrstuhl für Architekturgeschichte und Denkmalpflege). Entstanden ist ein gewichtiges Porträt mit Kapiteln über die Institutionsgeschichte, die Öffentlichkeit und Vermittlung, «Gesellschaft gestalten», Produktgestaltung und Design und «Von der Wohnung zum Siedlungsraum». Eine Sammlung von Porträts von 17 Funktionären und einer weiblichen Funktionsträgerin – Vorsitzende, Redaktoren, Geschäftsführer – sowie ein Anhang runden das Werk ab.

Das Aktivitätsfeld einer erfolgreichen, interdisziplinär sowie auch interprofessionell aufgestellten, hundertjährigen Vereinigung ist naturgemäss breit, so dass ein einzig chronologischer Aufriss, aber auch eine konsequent thematische Gliederung nicht zum Ziel führen würde. Der Entscheid, in einer ersten Gliederung thematische Schwerpunkte zu setzen, die dann in den Kapiteln eine mehr oder minder chronologische Darstellung nach sich ziehen, ist dem Gegenstand insgesamt angemessen, führt indessen teilweise zu Unübersichtlichkeit und auch zu Wiederholungen. Der Geschichte des SWB wird diese Gliederung jedoch gerecht, denn in der Tat wechselten die Schwerpunkte der Aktivitäten und die zu meisternden Herausforderungen im Verlaufe der 100 Jahre mehrmals – und teilweise recht grundsätzlich. Auch Aussenbeziehungen waren grossem Wandel unterzogen, so etwa das Verhältnis zum Deutschen Werkbund, der für die Gründung Vorbildcharakter hatte, nach dem Zweiten Weltkrieg indessen war es eher der schweizerische Verein, der beim Wiederaufbau des deutschen Pate stand. Auch die binnenschweizerischen Beziehungen zwischen deutsch- und französischsprachigen Weltsichten waren im Verlaufe des Jahrhunderts häufigem Wandel unterzogen.

Bekannt wurde der Werkbund in den verschiedenen Zeitperioden mit unterschiedlichen Themen. Standen zu Beginn Ausstellungen – auch in der Tradition der internationalen und nationalen Gewerbeausstellungen – im Vordergrund, rückten seit dem Bauhaus Architektur- und Städtebaufragen in den Vordergrund. Die Diskussion um Design trat aber deshalb nicht in den Hintergrund, vielmehr war gerade die Frage der *Guten Form* eines der Hauptthemen kurz nach dem Zweiten Weltkrieg. Überhaupt blieb Design und Produktgestaltung während der ganzen Dauer ein wichtiges Diskussionsthema des Werkbundes. Seit den 1960er Jahren ist eine verstärkte Interdisziplinarität zu beobachten, die insbesondere im Thema Städtebau geistes- und sozialwissenschaftliche mit technischen Disziplinen zusammenbringt. Ein wichtiges Rückgrat der Vereinsbemühen war zudem das Führen der renommierten Zeitschrift *Das Werk*.

Der an Kapiteln, Texten, aber auch vor allem an Illustrationen reiche Band repräsentiert die Ziele und das Wirken des Schweizerischen Werkbundes in seiner Breite. Was vielleicht etwas zu kurz kommt, ist die kultur- und sozialgeschicht-

liche Einordnung der verschiedenen Themen- und Aktivitätsfelder. Das hätte letztlich wohl auch geholfen, die teilweise sehr diversen Stossrichtungen in ihrer Gesamtwirkung verständlicher zu machen. Eine konsistente Monografie ist so nicht entstanden, auch wenn die Kapitel aller Autoren schöne, gut recherchierte Einzelabhandlungen darstellen. Besonders wertvoll ist der vorgelegte Band auch wegen der wunderschönen Aufmachung mit zahlreichen, sehr instruktiven Illustrationen.

Sebastian Brändli, Zürich

Virginie Fracheboud, **L'indroduction de l'assurance invalidité en Suisse (1944–1960). Tensions au cœur de l'Etat social**, Lausanne: Antipodes, 2015, 214 Seiten.

Die Invalidenversicherung (IV) gehört in der Schweiz zu jenen Zweigen der sozialen Sicherung, die historisch bis anhin kaum erforscht wurden. Die IV steht, nicht nur in dieser Hinsicht, im Schatten ihrer «grossen Schwester», der Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV). Erst die gegenwärtige finanzielle Krise der IV und die zeitlich dichtgedrängten Gesetzesrevisionen seit der Jahrtausendwende haben auch das Interesse an den historischen Grundlagen dieses Sozialwerks verstärkt. Nebst einigen publizierten Beiträgen verschiedener Autorinnen und Autoren ist nun mit dem vorliegenden Buch von Virginie Fracheboud erstmals auch eine Monografie zur Thematik erschienen. Das Werk deckt den Zeitraum von 1944 bis 1960 ab. Die Autorin setzt bei den politischen Vorarbeiten zur AHV ein, bei denen auf eine gleichzeitige Einführung der IV zusammen mit der AHV verzichtet wurde, und führt die Leserinnen und Leser dann mit ihren Ausführungen bis zum Jahr 1960, als das IV-Gesetz in Kraft trat. Frachebouds Anliegen lautet, die Vorgeschichte und Einführung der IV – unter Berücksichtigung des sozioökonomischen Kontexts der 1950er Jahre – in die dynamische Entwicklung der sozialen Sicherheit in der Schweiz zu jener Zeit einzubetten. Sie behandelt primär das Zusammenspiel wirtschaftlicher und politischer Fragen. Aus dieser Perspektive lässt sich auch das starke Interesse der Autorin für die Arbeitgeberverbände als Akteure im Entstehungsprozess der IV erklären. Das Werk beruht auf einer breiten Basis an Primärquellen, die in verschiedenen Archiven konsultiert wurden. Fracheboud präsentiert eine historische Darstellung der Ereignisse als klassische Institutionen- bzw. Politikgeschichte, was zweckdienlich, nicht aber sonderlich originell wirkt.

Im ersten Teil ihrer Arbeit diskutiert Fracheboud den langen Weg der IV bis zum politischen Durchbruch in der Mitte der 1950er Jahre. Die Anfänge dieser Entwicklung reichen bis in das späte 19. Jahrhundert zurück. 1925 räumte die Bevölkerung per Volksabstimmung dem Bund das Gesetzgebungsrecht für die AHV und zu einem späteren Zeitpunkt für die IV ein. Die Autorin erklärt den Umstand, dass bei der Einführung der AHV in den 1940er Jahren auf die gleichzeitige Vorbereitung der IV verzichtet wurde, damit, dass zum einen in der unmittelbaren Nachkriegszeit die führenden politischen Kreise eine strikt liberale Politik verfolgten, die nur begrenzten Raum für einen weitreichenden Ausbau der sozialen Sicherung zuliess, und zum anderen wurde – analog zum verabschiedeten Verfassungsartikel von 1925 – der IV gegenüber der AHV und anderen Sozialversicherungszweigen eine sekundäre Position zugeteilt (S. 41). Auf Bundesebene waren es dann in erster Linie linkspolitische Kräfte, die im Anschluss an die Einführung der AHV 1948 auch die Implementierung der IV forderten. Fracheboud zeigt nun auf, wie (rechts-)bürgerliche Kreise zu Beginn der 1950er Jahre ein eigenes IV-Modell entwarfen, das auf eine Minimallösung mit geringen

Kosten abzielte. Die IV solle der AHV angegliedert werden, da Invalidität eine Art von vorgezogener Erwerbsunfähigkeit im Alter darstelle. Damit gab man linken Bestrebungen Gegensteuer, die die IV eher im Bereich der Krankenversicherung situierten, was von bürgerlicher Seite als teure Erweiterung eines allgemeinen Gesundheitssystems (z.B. durch die Finanzierung von Pflegeleistungen und medizinischer Versorgung) bekämpft wurde. Zudem strebte die bürgerliche Politik ein Abbremsen des – in der Hochkonjunktur – unerwartet stark anwachsenden AHV-Fonds an, indem sie Teile des AHV-Kapitals für die Unterstützung im Invaliditätsfall aufwenden wollte. Ein solches Vorgehen sollte zusätzlich die Wahrscheinlichkeit mindern, dass aufgrund der glänzenden finanziellen Lage der AHV Forderungen nach besseren AHV-Rentenleistungen gestellt würden. Schliesslich sollte auch der Kreis der Leistungsempfängerinnen und -empfänger sehr eng gehalten werden und nur Vollinvaliden, nur körperlich Behinderte und nur erwachsene Behinderte einschliessen (S. 52–54). Alternativ wurde auch die Einsetzung der Überschüsse des AHV-Fonds für die Erwerbsersatzordnung der Militärdienstleistenden (EO) vorgeschlagen. Schliesslich wollte man von bürgerlicher Seite auch nicht allzu grossen Vorschub für die Einführung der IV leisten.

Bis in die Mitte der 1950er Jahre setzte auch der Bundesrat seine Prioritäten nicht bei der IV, sondern bei der Einführung oder Revision anderer Sozialversicherungszweige und führte zudem die ungeklärte Finanzierungsfrage der IV als Gegenargument zu deren Implementierung an. Während 1954 die Partei der Arbeit und kurz darauf die Sozialdemokratische Partei jeweils Volksinitiativen zur Einführung der IV lancierten, um Druck auf den Bundesrat auszuüben und den Gesetzgebungsprozess zu beschleunigen, machten sich die Bürgerlichen nun im Parlament für eine «Kombinationslösung» stark: eine Kombination aus Versicherungs- und Fürsorgeelementen sowie eine Kombination aus beruflicher Eingliederung und Renten ausschliesslich für Erwerbsunfähige (S. 78f.). Die Berücksichtigung bestehender Institutionen, wie die private Invalidenhilfe für die berufliche Eingliederung, sollte eine allzu staatlich ausgestaltete Konstruktion verhindern und das angestrebte Ziel einer kostengünstigen, liberal geprägten Invalidenhilfe als Minimallösung anstelle einer staatlich dominierten Invalidenversicherung ermöglichen.

Beim Bundesrat erfolgte Mitte der 1950er Jahre – wohl auch unter dem Druck der Volksinitiativen – ein Umschwenken, wobei nun die IV an die Spitze der sozialpolitischen Agenda rückte. Dabei machte sich das Bundesamt für Sozialversicherungen für die «Kombinationslösung» stark, die die berufliche Eingliederung («Eingliederung vor Rente») an erster Stelle setzte. Im zweiten Teil des Werks gelingt es Fracheboud das komplizierte Zusammenspiel finanzpolitischer Fragen und die damit verbundene Verschränkung der Sozialversicherungen AHV, EO und IV bei der Bildung einer gesetzlichen Lösung für die Invalidenversicherung in der zweiten Hälfte der 1950er Jahre auf eindrückliche Weise darzustellen. Besonders hervorzuheben ist dabei der Einfluss der Arbeitgeberverbände im Entstehungsprozess des Sozialwerks, der von der Autorin anschaulich beschrieben wird.

Die schliesslich ausgearbeitete Gesetzesvorlage, die als Minimallösung und Kompromiss bezeichnet werden kann, sah nun ausschliesslich individuelle Eingliederungsmassnahmen vor, die der Arbeitsintegration dienten, während auf Massnahmen zur sozialen Integration verzichtet wurde. Gleichzeitig wurde den

betroffenen Personen, die keine Ansprüche bei der Krankenversicherung geltend machen und nicht in den Arbeitsmarkt eingegliedert werden konnten, auch die Finanzierung medizinischer und pharmazeutischer Pflege verwehrt. Zudem wurden die IV-Renten denjenigen der AHV angeglichen. Sie galten als «Basisrenten», die ohne weitere Einkünfte, z.B. aus Pensionskassen, kaum für ein existenzsicherndes Einkommen ausreichten. In ihren Grundzügen stützte sich die konzipierte IV auf ein liberales Modell, das auf die Eigenverantwortung der Betroffenen setzte und den Arbeitgebern keinerlei Verpflichtungen im Zusammenhang mit der beruflichen Eingliederung Behinderter auferlegte. Die Gesetzesvorlage erzeugte im gesamten politischen Spektrum einen Konsens. Bürgerliche und rechtspolitische Kreise waren mit der kostengünstigen Lösung zufrieden. Politisch linke Kreise hätten sich eine weitreichendere IV gewünscht. Letztere wollten aber die Einführung des Sozialwerks nicht weiter hinauszögern und das Risiko eines Referendums mit anschliessender Volksabstimmung aufgrund einer zu kostenintensiven IV vermeiden.

Das lesenswerte Buch gewährt einen wichtigen Einblick in die Zusammenhänge der Politik der sozialen Sicherheit und der Finanzpolitik im Allgemeinen in der Entstehungszeit der IV. Die Fokussierung auf finanzpolitische Fragen ist auf der einen Seite sehr erhellend, engt auf der anderen Seite – wie Fracheboud in ihrer Schlussbetrachtung auch selbst einräumt (S. 185f.) – den Blick allerdings zu sehr ein, da wichtige Aspekte für die Einführung der IV, wie der «Eingliederungsboom» (Urs Germann) der 1950er Jahre in der Schweiz, in diesem Werk aufgrund der verfolgten Fragestellung nur ansatzweise und oberflächlich berücksichtigt werden konnten.

Alan Canonica, Universität Basel

Jacqueline Weber, **Männlichkeit aus dem Äther. Geschlechterkonstruktion in einer Unterhaltungssendung für Männer von Schweizer Radio Beromünster, 1945–1948**, Zürich: Chronos Verlag, 2013, 328 Seiten.

Eher zufällig, bei ihren Erkundungen zu frauenspezifischen Sendungen, welche wichtige Bestandteile der Radioprogramme von den Anfängen bis in die 1990er Jahre bildeten, ist Jacqueline Weber in den Archiven von Radiostudio Bern auf eine Schachtel mit Unterlagen zu einem Männermagazin gestossen. Das Männermagazin war in den Jahren 1945 bis 1948 produziert und ausgestrahlt worden. Diese bisher unbekannte Facette der Programmgeschichte des Schweizer Radios erstaunt insofern, als dass auch in der gedruckten Presse spezifisch an Männer gerichtete allgemeine Unterhaltungsmagazine erst in den 1980er oder 1990er Jahren auftauchten und weil dies gegenüber den anderen SRG-Radios und auch im internationalen Vergleich ein Einzelfall gewesen zu sein scheint, während ansonsten sich die Programmschaffenden rege Ideen austauschten.

Die Autorin sah diesen Fund als Chance, über einen «medien- und diskurstheoretisch erweiterten Doing-Gender und Doing-Masculinity-Ansatz» zu neuen Erkundungen und Erkenntnissen über die «Konstruktion von Weiblichkeit und Männlichkeit in einem Medienprodukt aus der Mitte des 20. Jahrhunderts» zu gelangen. Diese Erkundungen im Rahmen einer Basler Dissertation liegen nun in Buchform vor.

Zur Kontextualisierung der Sendung führt Jacqueline Weber die Leserinnen und Leser effizient und kenntnisreich in die Medien- und spezifisch in die Radiogeschichte ein, zeichnet die Entwicklung des Rundfunks hin zu einem Massenmedium nach und bettet diese mediengeschichtlichen Elemente anschaulich in

die (Deutsch-)Schweizer Kultur- und Mentalitätengeschichte der unmittelbaren zweiten Nachkriegszeit ein. Ein längerer Teil des Buchs ist methodischen Erklärungen und der Situierung der Geschlechterforschung gewidmet.

Die Analyse der Sendemanuskripte und der wenigen Begleitmaterialien – es sind keine Sendeaufzeichnungen erhalten, möglicherweise wurden solche gar nie aufgenommen – ergibt ein Bild, das zwar in einigen Punkten Männervorstellungen nach gängigen Klischees entspricht: militärische Tugenden, Technikbegeisterung, Unternehmertum, Sport. Doch treten auch deutliche (anscheinend) männliche Schwächen und weibliche Stärken zutage, ja Männer werden mit ihrem Gehabe als Bürochefs und plumpe Verführer der Lächerlichkeit preisgegeben. Im Gegensatz zu den Frauensendungen setzt sich also das Männermagazin nicht grundsätzlich für Männerangelegenheiten ein, weil das, wie die Autorin feststellt, gar nicht als notwendig befunden wurde, war doch mit wenigen Ausnahmen das gesamte Programmangebot stark auf männliche Interessen ausgerichtet («Der Mann als Norm, die Frau als das Andere»). Damit kann auch begründet werden, warum das Männermagazin keine Nachahmung fand und nach drei Jahren abgesetzt wurde.

Die Autorin verzichtete aufgrund der eher dürftigen Quellenlage auf eine Analyse der Gründe, warum es zu dieser eigenartigen Sendung kam. Die vorgeschlagenen Hypothesen leuchten nur teilweise ein, nämlich, dass es sich in der Folge der Soldatensendungen um den Versuch gehandelt habe, den Soldaten die Wiedereingliederung in das zivile Leben zu erleichtern, oder gar um eine Abhilfe gegen die angeschlagene männliche Identität, da Schweizer Soldaten (im Gegensatz etwa zu den polnischen Internierten) der Kampfeinsatz erspart geblieben war.

Ein etwas weiterer Blick über die Geschlechterperspektive hinweg und mediengeschichtliche Ansätze ausserhalb der Diskursanalyse hätten in diesem lesenswerten Buch bloss angedeutete Beobachtungen zum Schweizer Radio, die Schweizer ideen- und kulturgeschichtliche Tendenzen widerspiegeln, deutlichere Konturen verschafft. So hätte die Untersuchung von formellen und auch personellen Kontinuitäten und Diskontinuitäten des Männermagazins zu den Soldatensendungen in der Kriegszeit interessante Facetten der grossen Experimentierfreudigkeit der unmittelbaren Nachkriegszeit aufzeigen können. Zu dieser Innovationslust gehörte auch die Bereitschaft zum Überdenken von Kultur und Gesellschaftsbildern, geleitet auch von der Frage nach der Positionierung der Schweiz im *neuen Europa*. Der Berner Studiendirektor Kurt Schenker, der letztlich für diese Sendung verantwortlich zeichnete, war in dieser Hinsicht eine überaus interessante und auch recht einflussreiche Person. Das Jahr der Absetzung des Männermagazins, 1948, könnte als Moment des Abbruchs solcher Experimentierfreudigkeit und der Erstarrung in der von Kurt Imhof treffend beschriebenen Zweiten Geistigen Landesverteidigung im Rahmen des Kalten Kriegs stehen. Diese Erstarrung lässt sich gerade am Schweizer Radio sehr gut nachvollziehen, zum Beispiel am Fall des Programmproduzenten Peter Hirsch-Surava, dessen programmlicher Innovationseifer rasch als *kommunistische Umtriebe* verortet und abgestellt wurde.

Es ist nur zu hoffen, dass dieser Studie und Veröffentlichung weitere folgen werden, welche sich auf das reiche und in zunehmendem Mass der Forschung auch zugängliche Archivmaterial der Radio- und Fernseharchive stützen werden – wenn möglich auch vermehrt mit Blick über die Sprachregionen und Landesgrenzen hinweg. Weber zeigt auf, wie mit solchen gesellschaftlich sehr relevanten,

meist auch audiovisuellen Quellen anschaulich über soziale und kulturelle Aus-marchungen, Konstruktionen und Entwicklungen berichtet werden kann.

Theo Mäusli, Lugano

Martin Kuder, **Italia e Svizzera dal 1945 al 1970. Commercio, emigrazione, finanza e trasporti**, Milan: Franco Angeli, 2012 (Collection Storia internazionale dell'età contemporanea), 383 pages.

L'ouvrage, centré sur les relations économiques entre la Confédération et la Péninsule, se focalise sur le quart de siècle (entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les troubles économiques et monétaires, accompagnés de bouleversements sociaux et culturels, de la fin des années 60 et du début des années 70) souvent réduit à un «âge d'or» ou aux «Trente glorieuses» (cf. Friboulet, J.-J., «*La naissance de l'économie moderne, XVIII^e–XX^e siècles*», Genève-Zurich-Bâle: Schulthess, 2014, pp. 191–219). Une période et des relations qui méritent d'être approfondies pour échapper à une lecture simpliste des faits passés et contemporains.

La continuité des relations, résultant d'une longue tradition, et la complémentarité des rapports entre les deux pays émergent avec clarté. Un Etat neutre, épargné par le conflit, face à une Péninsule, détruite et partagée qui cherche un redémarrage, poursuivent leurs relations avec, en arrière-plan, les Etats-Unis et, surtout, le contexte européen orienté vers une intégration – encore lointaine de l'union monétaire – qui, comme l'ouvrage le soutient, ne semble pas affecter en profondeur les relations entre Zurich et Milan.

Les relations avec la Péninsule, d'une Suisse petite mais économiquement influente, peuvent conduire, de nos jours encore, à penser que l'Italie est marginale pour l'économie du pays. L'ouvrage nous rappelle, au contraire, l'importance, relative mais pas anodine, que l'Italie a revêtue, entre 1945 et 1970 mais pas seulement, pour l'économie nationale. Il en va de même de la Suisse, pour l'Italie (p. 314).

Les quatre arguments traités (commerce, émigration, finance et transports) présentent une unité et une cohérence qu'il faut souligner. Tout d'abord, l'ouvrage a pris en compte l'ensemble des marchés qui composent un système économique: le marché des biens, celui du travail et le marché des capitaux. La Suisse attire le travail des Italiens qui se dirigent vers l'industrie du bâtiment, le textile et d'autres activités, comme le tourisme, à faible valeur ajoutée. Ces secteurs ne sont qu'en partie ceux qui exportent vers l'Italie: l'avantage comparatif de la Confédération lui permet de vendre des biens à plus haute valeur ajoutée (machines, outils et produits chimiques) même si, vers l'Italie, la Suisse exporte, en quantité, des produits alimentaires et cigarettes. Ensuite, la Confédération attire, bien entendu, les capitaux italiens, dont le flux illégal atteint, à cette époque, des ampleurs inédites. De son côté, l'Italie exporte vers la Suisse des produits alimentaires et textiles, mais aussi des combustibles liquides, des machines et des voitures et elle obtient des financements helvétiques. Des financements que des banques, des sociétés et des institutions suisses accordent aux sociétés italiennes, privées et publiques, ou que celles-ci obtiennent à travers l'émission sur le marché suisse de titres financiers. Le chapitre consacré aux transports peut paraître étranger à cette étude alors qu'il permet de la compléter en rappelant l'étendue des relations. De plus, les infrastructures de transports sont déterminantes pour le commerce et le ju-teux transit de marchandises sur sol helvétique tout en étant source d'investissements pour franchir la frontière et les Alpes.

En bref, au-delà des relations de transports (et l'on pourrait ajouter le secteur de l'électricité) qui nous rappellent la position géographique de la Confédération au carrefour européen, pour la Suisse, l'Italie représente une réserve de main-d'œuvre à bas prix, une source de capitaux et un débouché pour la production nationale et ses investissements. A son tour, pour l'Italie, la Suisse offre du travail, un lieu sûr pour mettre à l'abri les capitaux privés et pour obtenir des financements ainsi qu'un débouché pour sa production et ses investissements aux enjeux parfois stratégiques. Des relations qui ne sont donc pas unidirectionnelles. Hormis les pertes fiscales de l'Italie dues à la sortie des capitaux privés et à la contrebande, et, de l'autre côté, un retard dans la modernisation que certaines entreprises suisses ont probablement enregistré en raison de la disponibilité d'une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, les deux pays semblent avoir tiré plutôt profit, d'un point de vue économique, de leurs relations.

L'accent mis sur les activités illégales qui traversent les différents chapitres, tout comme la place réservée à des thèmes spécifiques (la contrebande, l'envoi en Italie de fonds par les émigrants, l'émergence de la place financière tessinoise et la réalisation de l'oléoduc entre Gênes et Collombey), outre à enrichir avec des cas pointus l'argument et soutenir la particularité de ces relations, confirme la continuité structurelle de l'étude. L'unité résulte également de la méthodologie: d'un chapitre à l'autre, l'auteur s'appuie sur des données statistiques (parfois disponibles que partiellement mais soigneusement détaillées) et sur des sources d'archives, amples et diversifiées. De même, chaque argument est introduit par le contexte international et institutionnel et une synthèse de la période antécédente, le tout complété d'une riche bibliographie.

Dernier mérite, l'esprit de synthèse qui permet une lecture fluide laissant au lecteur le choix, que nous conseillons, de s'immerger dans les amples notes en bas de page. Un ouvrage de qualité, thèse de doctorat à l'Université de Genève sous la direction des professeurs C. Conrad et M. Cerutti, à juxtaposer, entre autres, au travail de D. Gerardi, *«La Suisse et l'Italie, 1923–1950: commerce, finance et réseaux»*, Ed. Alphil, 2007, dont il constitue une sorte de deuxième volet et le reflet d'une nouvelle génération d'historiens que l'on espère porteuse d'autres recherches.

Pietro Nosetti, Muralto

Allgemeine Geschichte / Histoire générale

Lingua e Cultura nelle Alpi. Studi in Onore di Johannes Kramer, Firenze: Istituto di Studi per l'Alto Adige, 2013 (Archivio per l'Alto Adige. Rivista di Studi alpini, Annate CVI–CVII), 775 Seiten.

Beim anzuzeigenden Sammelband handelt sich gewissermassen um die dritte Festschrift für den Trierer Romanisten Johannes Kramer – gewissermassen, weil nicht ein Geburtstag (und damit ein «Fest») Anlass der Publikation ist, sondern weil es den Verantwortlichen beim Istituto di Studi per l'Alto Adige angezeigt erschien, die Verdienste des zu Ehrenden auch hinsichtlich eines seiner Forschungs-

schwerpunkte zu würdigen: mit einem gewichtigen Band über Sprache und Kultur der Alpen. Kramer hat als «probo scienziato e cittadino europeo» (S. IV) seinen Südtiroler Fokus oft in einen europäischen und geschichtlich weit ausgreifenden Zusammenhang gestellt, und dieser Sprachen, Länder und Epochen übergreifende Blickwinkel prägt auch viele der 39 Aufsätze in diesem Band. Ein einziger ist dem Forscher selbst gewidmet: Ester Casoni Angelini zeichnet den *Rapporto tra Johannes Kramer e la Fondazione Giovanni Angelini* (S. 183–188) nach, jener Belluneser Stiftung, die in umfassender Weise Alpenforschung betreibt und unterstützt. Da die Beiträge alphabetisch nach den Familiennamen der AutorInnen aufeinander folgen und sie nicht etwa, wie man es auch gelegentlich sieht, thematisch gruppiert sind, drängt sich der Eindruck einer etwas beliebigen Aneinanderreihung von Texten auf, denen ein innerer Zusammenhang zu fehlen scheint. Die folgende Übersicht versucht daher eine knappe inhaltsbezogene Gliederung.

Um Namenkundliches geht es bei Pierre-Henri Billy mit seinem Beitrag *La toponymie des mottes castrales dans les Alpes françaises et les régions voisines* (S. 49–69), wo auf die Gegenüberstellung von *nomina* und *realia* als Notwendigkeit der onomastischen Forschung aufmerksam gemacht wird. Rita Caprini widmet sich *Pala e Balma: storia di due etimologie* (S. 173–181). Die Wichtigkeit der Erhebung und Sicherung onomastischer Daten betont Gabriella Chiapusso: *La tesaurizzazione della toponimia del Piemonte montano: dai dati di base alla base di dati* (S. 229–255). Für die Schweizer Onomastik dürfte der Beitrag von Elisabetta Fazzini von Interesse sein, die über *La toponomastica walser di Alagna Valsesia* (S. 269–286) berichtet. Einem bisher wenig erforschten Gebiet der Mikrotoponomastik widmet sich Daniela Feistmantl (*Onymische Beziehungen zwischen Hof-, Orts- und Personennamen in der Wipptaler Gemeinde Navis*, S. 287–302). Das onomasiologische Konzept von «umhegtem Gelände» in den Ortsnamen des Etschtals ist Gegenstand der Untersuchung von Fiorenza Granucci (*Termini per «recinto» nella toponimia atesina: anger, beunt, bifang e braite*, S. 397–420). Für die frühmittelalterliche (Sprach-)Geschichte der Schweiz von Interesse sein dürfte die These von Wolfgang Haubrichs (*Von Zirl bis Zürich. Exonyme und ihre Rolle bei der Germanisierung der nördlichen Alpenlandschaften*, S. 421–434), wonach die Namen *Zürich*, *Zihl* und *Zurzach*, sodann *Zirl* und *Ziller* (Tirol) ihre heutigen Formen Exonymen verdanken sollen. Gewagte Vorschläge zur Deutung von Ortsnamen legt der Basler Romanist Ottavio Lurati mit seinem kurzen Essay zur *Storia del diritto, luoghi e nomi* (S. 449–461) vor. Überzeugend arbeitet Guntram Plangg heraus, dass der in Bludenz (Vorarlberg) alt eingesessene Familienname *Zürcher* nicht auf eine Herkunft der Namenträger aus Zürich verweist, sondern umdeutend auf einem Etymon *Granum Syricum* «Mohrenhirse» beruht, das in Ortsnamen wie *Zirchhof* in Kortsch im Vinschgau vorkommt (*Tiroler Familiennamen an der romanisch-deutschen Sprachgrenze*, S. 583–597). Einen Überblick über die *Namen ladinischer Herkunft aus Kals am Großglockner (Osttirol)* bietet Heinz-Dieter Pohl (S. 599–613). Um Namen geht es auch in Gerhard Rampls Beitrag *Romanisch-bairischer Sprachkontakt im Osttiroler Pustertal* (S. 615–631) sowie bei Thomas Franz Schneider (*Nessus und Wilder Andres: Kentauren im Berner Oberland? Etymologische Versuche zu den fünf Namen des Berges Niesen im Bericht des Humanisten Benedikt Aretius von 1561*, S. 643–667). Nur noch dem «Namen» nach behandeln Maria Teresa Vigolo und Paola Barbierato Namen, faktisch geht es um die appellativische Terminologie der Heuernte (*Note su alcuni nomi alpini della erba tagliata e dei mucchi di fieno*, S. 733–763).

Von geschichtswissenschaftlichem Interesse dürften die folgenden Beiträge sein: Bruno Andreolli («*Multa sunt vineta circa Bolcanum per amicitiam locata*». *L'evoluzione della vitivinicoltura nell'Alto Adige medievale*, S. 1–21) zeichnet die Geschichte des mittelalterlichen Weinbaus im Südtirol nach. Eva-Maria Butz und Alfons Zettler behandeln *Probleme der politischen Geschichte Churrätiens im frühen Mittelalter* (S. 151–172), indem sie insbesondere die Gedenkeinträge im (weltberühmten, jedoch noch immer nicht edierten) Pfäferser Memorialbuch unter die Lupe nehmen und deren Potential im Verbund mit anderen Quellen hervorstreichen. Metageschichtsschreibung oder Historiografiegeschichte betreiben Luigi Lorenzetti und Vanessa Giannò Talamona mit ihrem Beitrag über die «Association Internationale pour l'Histoire des Alpes», die die Zeitschrift «Histoire des Alpes – Storia delle Alpi – Geschichte der Alpen» herausgibt (*Una rete scientifica per la storia delle alpi tra multidisciplinarietà e multilinguismo*, S. 435–448). Die Autoren sehen in der mehrsprachigen Publikationsform ein Vehikel der Identifikation und Kohäsion, wie sie auch charakteristisch für den ganzen Alpenraum ist beziehungsweise sein sollte. Wissenschaftsgeschichte betreibt auch Maria Pia Marchese (*La valle dell'Adige e la leggenda di Dietrich von Bern in Saussure*; falsche Seitenzahlen, s. unten), die aus einem unveröffentlichten Manuskript von Ferdinand de Saussure über die Dietrichlegende aus der Bibliothèque de Genève den Stellenwert der Achse Verona–Innsbruck (mit dem Etschtal dazwischen) für die Dietrichlegende herausstreicht. Um eine transalpine Achse geht es auch bei Federica Pessotto, die die wichtige Rolle der valdostanischen Pfarrei Saint-Etienne im Zusammenhang mit dem Güterverkehr über den Grossen St. Bernhard im hohen und späten Mittelalter beschreibt (*Saint-Etienne: Una parrocchia cittadina orientata verso la strada del Gran San Bernardo*, S. 545–568). Jürgen Strothmann schliesslich (*Susa und Aosta als merowingische Münzorte. Zu den Bedingungen der Kulturen im «Alpenraum» in Antike und frühem Mittelalter*, S. 693–713) argumentiert in einem überzeugenden und inspirierenden Entwurf für eine differenziertere Sichtweise auf den bestenfalls vordergründig (etwa geografisch) homogenen «Alpenraum», insofern dieser erst mit dem 7. Jahrhundert integral als politischer Raum gedacht werden kann.

Mit sprachgeschichtlichen Belangen auf der Grundlage älterer Einzeltexte befassen sich Luca Bellone (Un nuovo contributo allo studio della koinè pedemontana: spigolature linguistiche dalla Vita della beata Caterina da Racconigi [1522–1525], S. 23–47), Alessandro Bonacchi (Alcuni consigli e ricette di Meister Ambrosius [Rezeptbuch, Ms. germ. fol. 8, Berliner Staatsbibliothek], S. 71–94) und Wolfgang Schweickard (Von Padua nach Basel. Andrea Gataris Cronicheta [1433–1435], S. 671–681). Fokussierter romanistisch-linguistisch sind die Beiträge von Remo Bracchi (Correnti lessicografiche nell'arco alpino occidentale, S. 115–149), Massimo Cerrato (Terminologia socio-politica ai piedi delle Alpi: «miles» nel marchesato di Saluzzo, S. 189–228), Enzo Croatto (Il Cadore meridionale: un'anfizona linguisticamente inesplorata, S. 257–267), Franco Finco (La flessione nominale tra plurale sigmatico e plurale palatale: considerazioni storiche e confronti tra varietà ladine e friulane, S. 341–358), Werner Forner (Alpenligurisch, S. 359–395), Carla Marcato (Note sul lessico del ladino d'Oltrepave, S. 463–472), Carlo Alberto Mastrelli (Prealpino fogliarola 'scòtano', S. 483–506), Elda Morlicchio (Voci dall'arco alpino nel Lessico Etimologico Italiano, S. 507–519), Alberto Nocentini (Un probabile germanismo alpino: it. sàssola/sèssola 'gottazza', S. 521–528), Vincenzo Orioles (Composizione plurilingue del territorio del Friuli

Venezia Giulia, S. 529–543), Max Pfister (Prelat. *cibaria ‘barella, gerla’ e lat. cibarius ‘appartenente al cibo’: due basi etimologiche indipendenti, S. 569–582), Rainer Schlösser (‘Büffeln’ in Padua, S. 633–641), Han Steenwijk (Quell’equivoco sulla «teoria turanica» di Jan Baudouin de Courtenay, S. 683–692) und Federico Vicario (Del suffisso -torem in friulano antico, S. 715–731).

Verglichen mit der Mehrheit der Aufsätze sind die Beiträge von Simona Boscani Leoni (*Pitture esposte: i dipinti esterni medievali in Alto Adige. Funzioni e committenze*, S. 95–113) über Aussenwandmalereien an Kirchen sowie von Christine Felbeck und Andre Klump (*Il teatro come mezzo divulgatore della lingua e della identità ladine? Messa a fuoco sulla Val Gardena [Gherdeina]*, S. 303–340) über das ladinische Volkstheater in Gröden eigentliche Exoten.

Der Band ist leider nicht ganz fehlerfrei gelungen; so stören etwa diverse falsche Seitenangaben im Inhaltsverzeichnis, und selbst die Paginierung des Buchs ist nicht durchgängig richtig. Dass ferner sehr unterschiedliche und individuelle Bibliografier- und Zitatechniken gewählt wurden, mag an unterschiedlichen wissenschaftlichen Traditionen liegen, trägt aber nicht gerade zu einem einheitlichen Gesamtbild bei. Viele der einleitenden (und je anderssprachigen) Abstracts kommen zudem in recht abenteuerlicher Sprachform daher. Alles in allem aber bietet der Band einen willkommenen Einblick in die Vielfalt der modernen Alpenforschung.

Martin Hannes Graf, Zürich

Ingo Köhler, Roman Rossfeld (Hg.), **Pleitiers und Bankrotteure. Geschichte des ökonomischen Scheiterns vom 18. bis 20. Jahrhundert**, Frankfurt/New York: Campus Verlag, 2012, 413 Seiten.

Den Herausgebern dieses Werkes ist zuzustimmen: «Ökonomisches Scheitern» individueller Akteure oder einzelner Firmen gehört nicht zu den gängigen Themen der Unternehmensgeschichte oder anderer historischer Disziplinen, und auch die Wirtschaftstheorie äussert sich zum Misserfolg der Menschen und ihrer einzelwirtschaftlichen Organisationen selten explizit. Mithin erschliesst der Band ein Forschungsfeld, das neue Einsichten in wirtschaftliches Handeln zu stiften verspricht. Zwar thematisiert eine evolutionstheoretisch angeleitete Analyse des unternehmerischen Erfolgs immer auch den Misserfolg, wenn sie nach Selektoren fragt, die über den Erfolg bestimmter Firmen entscheiden. *Silke Fengler* schliesst den Band ab mit einer Analyse der Gründe, die Agfa grössere Erfolge auf dem amerikanischen Markt verweigert haben. Natürlich gewinnt sie mit dieser Analyse auch Verständnis für den Erfolg von Kodak: Hier erklärt man mit dem Misserfolg auch den Erfolg vice versum. Das sehen die Bandherausgeber auch so, und deshalb arbeiten sie sorgfältig heraus, worum es geht, wenn man den individuellen oder einzelwirtschaftlichen Misserfolg nicht einfach im Beiwagen des Erfolgs beobachtet, sondern ihn als ein Problem sui generis ins Zentrum der Aufmerksamkeit rückt. Worum geht es?

Der Beitrag von *Jan-Otmar Hesse* führt uns an eine erste Antwort heran, indem er ein konzises kenntnisreiches Bild dessen entwirft, was die Ökonomie im Lauf ihrer Geschichte über individuelles Scheitern zu sagen hatte. Gebührende Beachtung schenkt er dabei den Anregungen von Joseph Schumpeter und Israel Kirzner. Beide definierten den Unternehmer als Träger erfolgsträchtiger Eigenschaften; der Unternehmer Schumpeter war innovativ, der Unternehmer Kirzner lernfähig. Dabei wählten sie beide eine Nominaldefinition des Unternehmers, die ein Scheitern an sich nicht thematisierte; ein lernunfähiger Mensch ist für Kirz-

ner ex definitione kein Unternehmer. Aber ihre Nominaldefinitionen steuern Aufmerksamkeit, und die Entwicklung von Schumpeter zu Kirzner beinhaltet eine fundamentale Verschiebung des Fokus: Schumpeter nimmt mit seiner Definition ein Bündel von Motiven ins Visier, die einen Menschen zum Innovator werden lassen; Kirzner legt den Akzent auf die Lernkapazität, die dazu befähigt, situationsgerechtes Wissen auszubilden. Beide verweisen sie auf Dinge, die für ökonomisches Scheitern relevant sind und damit für die Arbeit am Thema des Bandes wichtig bleiben. – Dies zeigt implizit schon ein Beitrag, der sich eher am Rand des Themas zu bewegen scheint: *Florian Schui* entwirft einen weit gespannten dogmenhistorischen Überblick über Bewertungen dessen, was der französische Wirtschaftsminister Jean-Baptiste Colbert im Zeitalter des Sonnenkönigs an staatlichen Massnahmen zur Förderung wirtschaftlicher Entwicklung entworfen und realisiert hat. Überaus kompetente Wirtschaftswissenschaftler haben solche Bewertungen über Jahrhunderte hinweg formuliert, ohne dass sie sich bis heute auf ein konsensfähiges Urteil verständigt hätten. Wir neigen dazu, durchaus im Einklang mit Kirzner, in den Beitrag von Schui ein Fazit hineinzulesen, das er selber so nicht zieht: Wenn es sogar kompetenten Ökonomen nicht gelingt, den Colbertismus abschliessend zu beurteilen, dann liegt das offenbar daran, dass es ganz generell für alle Akteure, auch für Unternehmer, auch für einen selbständig erwerbenden Künstler, sehr schwierig ist, ökonomische Wirkungszusammenhänge zu durchschauen und persönliche Marktchancen korrekt zu antizipieren. *Christian Saehrendt* ringt um Verständnis für das herbe Schicksal, das den französischen Kunstmaler Gustave Courbet am Ende seines Lebens heimgesucht hat: Courbet begeisterte vor 1870 eine grosse Käuferschaft mit seinen romantisch-realistischen, häufig sozialkritisch gestimmten Bildern. Nach dem französisch-preussischen Krieg solidarisierte er sich mit den Kommunarden und wurde nach der Niederschlagung der «Commune» des Landes verwiesen. Damit verlor er seinen Markt. War er nun gescheitert? Saehrendt attestiert ihm in seiner Arbeit als Künstler zunächst ein Flair für Zeitstimmungen und Marktlagen; die Solidarisierung mit den Kommunarden reflektiert mithin eine falsche Einschätzung der historischen Lage, und diese Fehleinschätzung begründet den Abstieg. Doch verdient wohl auch die Frage nach den Motiven Beachtung: Wenn man den sozialkritischen Impetus ernst nimmt, der sich in seinen Bildern andeutet, dann kann man im politischen Aktivismus eine Erfüllung selbst gewählter Lebensziele sehen.

Boris Gehlen und *Tim Schanetzky* untersuchen sehr kenntnisreich die Rivalität um Führung und Kontrolle massgeblicher Firmen der Montanindustrie zwischen Paul Silverberg und Friedrich Flick, eine Rivalität, die 1933 mit einem eindeutigen Sieg von Flick endete. Warum unterlag Silverberg seinem Gegner? Weil er die Rolle des Unternehmers nicht so spielte – so die These –, wie sie die Autoren unter Berufung auf eine Nominaldefinition von Fritz Redlich einleitend umschreiben: Es habe der Unternehmer auf Marktanreize zu reagieren, um im Wettbewerb bestehen zu können, und dieser Aufgabe habe er sonstige Ambitionen unterzuordnen. Genau dazu sei Silverberg schlicht nicht fähig gewesen. Doch kann man Redlich anders lesen, als ihn Gehlen und Schanetzky gelesen haben. Seine Nominaldefinition lässt die Frage nach den Motiven, die die Menschen in ihrer Rolle als Unternehmer wirklich anleiten, vollkommen offen. Auch war Redlich ein Meister historischer Kontextualisierung; er hätte Verständnis eingefordert für eine sehr politische Persönlichkeit, die in der Endphase der Weimarer

Republik den aufrechten Gang höher schätzte als den Zusammenhalt seines Firmenimperiums.

Menschen sind, so war zu überlegen, lernende, vielfältig motivierte Menschen, die Erfolg haben, wenn sie sich Ziele angemessen, das heisst dem historischen Kontext angemessen, setzen. Lernfähigkeit meint auch die Fähigkeit, diesen Kontext adäquat zu beschreiben. Diese Fähigkeit ist jedoch nicht allein ein Attribut individueller Akteure, sondern auch und in hohem Masse der institutionell-organisatorischen Bedingungen, unter denen die Akteure lernen. Über solche Bedingungen belehrt uns der Band in vielfältiger Weise, auch über Ambivalenzen, die die Lernträchtigkeit der einen oder anderen Bedingungskonstellation kennzeichnen. Kommunikative Vernetzungen zum Beispiel begünstigen soziales Lernen. Aber sie begrenzen auch Wahrnehmungs- und Denkhorizonte. Diese Ambivalenz arbeitet *Roman Wild* mit tiefem Verständnis für das Problem heraus, wenn er den Niedergang der Basler Seidenbandweberei interpretiert und das Milieu der Basler Seidenherren mitverantwortlich macht für die Trägheit, mit der sie den Modewandel der zwanziger Jahre registriert haben. Der Beitrag von *Heike Knortz* über Hemmnisse industrieller Entwicklung am Oberrhein lässt solches Problemverständnis leider vermissen; ihre These, wonach die räumliche Nähe verwandter Industriebetriebe gemeinsame Entwicklung begünstige, müsste durch präzise Analyse kommunikativer Vernetzung auf die angesprochene Ambivalenz hin untersucht werden. Die schöne, auf gründlicher Quellenarbeit basierende Untersuchung von *Roman Rossfeld*, des einen der beiden Herausgeber, über die kurze Episode eines abortiven Versuches, im Kanton Luzern die Schokoladenindustrie anzusiedeln, ist mit dem eben monierten Mangel nicht behaftet. Rossfeld hat es mit Angehörigen führender Schichten der Luzerner Gesellschaft zu tun, die sich auf ein Industrieprojekt eingelassen haben, ohne mit den branchenspezifischen Problemen der Schokoladeproduktion hinreichend vertraut zu sein. Kommunikative Vernetzung hat zur Kompensation des Defizits an Kompetenz wenig beitragen können. – Kompetenzmangel machen *Cathrin Kronenberg* und *Boris Gehlen* auch für den Niedergang des überaus traditionsreichen deutschen Schokoladeproduzenten Gebrüder Stollwerck AG verantwortlich. Ganz anders als in Luzern verfügte man hier durchaus über bewährte Geschäftsmodelle alter Tradition. Aber auch an solchen Geschäftsmodellen kann man scheitern, wenn man sie in neuem Kontext nicht loswird.

In welcher Weise ein historischer Kontext und individuelle bzw. einzelwirtschaftliche Fehlleistungen im Versagen dieses oder jenes Unternehmens genau zusammenspielen, macht *Ingo Köhler* in seiner überzeugenden Studie über ökonomisches Scheitern deutscher Firmen in den siebziger Jahren des vorigen Jahrhunderts explizit zum Thema. Die damalige Wachstumsschwäche der deutschen Wirtschaft versteht er als Stunde der Wahrheit, in der offen zutage trat, was sich in besseren Zeiten auf verschiedensten Ebenen ungestraft eingeschliffen hatte.

Reinhold Bauer bringt in seinem überaus gelungenen Text über gescheiterte Innovationen ein Fazit des Bandes sehr schön auf den Punkt: Innovatives Handeln ist aus mancherlei Gründen irrtumsanfällig, «das Risiko des Scheiterns ist also immer gegeben» (S. 363). Dieses Risiko ist letztlich nicht beherrschbar, weder durch lehrbuchgerechtes Management noch durch gut durchdachte institutionelle Rahmenbedingungen. – Niemand wird dies als Empfehlung verstehen, Bemühungen um Abbau von Risiken zu desavouieren.

Hansjörg Siegenthaler, Sent

Monika Dommann, **Autoren und Apparate. Die Geschichte des Copyrights im Medienwandel**, Frankfurt a.M.: S. Fischer Verlag, 2014, 427 Seiten, 45 Abbildungen.

Wie jedes bei Verlagen erschienene Buch ist auch Monika Dommanns ursprünglich als Habilitationsschrift an der Universität Zürich entstandene Arbeit einer einzelnen Person als Autorin und Urheberin zugeordnet. Daraus leiten sich Rechte und ökonomische Verwertungsmöglichkeiten ab. Landläufig erfreut sich die Tatsache, dass Autoren und Verlage ökonomischen Nutzen aus der Veröffentlichung von Texten ziehen, einer grossen Zustimmung. Ebenso landläufig ist aber auch, dass viele Nutzer und Nutzerinnen kaum das Gefühl eines Rechtsbruchs empfinden, wenn sie einen solchen Text kopieren und eben nicht kaufen. Oft genug widerstreiten die Interessen von Urhebern, Verbreitern und Nutzern, und dies wird sowohl in der kulturellen wie in der ökonomisch-rechtlichen Sphäre verhandelt. Das kommt auch daher, dass mit Texten, wie überhaupt mit «geistigem Eigentum», treffliche Geschäfte möglich sind. Daher ist seit der Frühen Neuzeit und ihrer Privilegierung des Individuums – und insbesondere der individuellen Schöpferperson – immer wieder um Rechte gestritten worden. Oft ging und geht es um materielle Vorteile, oft aber auch um Anerkennung von Originalität und Ehre.

Monika Dommann präsentiert einen Ausschnitt aus diesen Auseinandersetzungen um Urheber- und Verwertungsrechte. Der von ihr abgedeckte Zeitraum setzt mit der ersten «modernen» Kodifizierung des Copyrights Mitte des 19. Jahrhunderts ein und endet mit den Debatten zum Ende des 20. Jahrhunderts. Ihr Blick richtet sich dabei vornehmlich auf Europa und Nordamerika, streift aber auch andere Rechtsräume. Beispiele bilden vor allem die Frage nach der Regulierung der Rechte an Musik sowie die Grundsatzdiskussion um das Kopieren von Texten, namentlich im wissenschaftlichen Bereich. Zentraler Ausgangspunkt ist eine kulturhistorisch und -wissenschaftlich orientierte Analyse der Diskurse; hierbei stehen rechtshistorische und -dogmatische Fragen eher im Hintergrund. Dagegen spielt der medienhistorische Kontext eine wichtige Rolle; aber Dommann geht nicht davon aus, dass das Copyright ausschliesslich aufgrund von technischen Innovationen herausgefordert worden sei, sondern plädiert für eine Mehrfachperspektive, da neue technische Lösungen immer in bestehende mediale, kulturelle und juristische Zusammenhänge eingeordnet werden.

Zwar ist die Frage des Copyrights prinzipiell kontinuierlich, doch unterscheidet Dommann drei Perioden, die erste von Mitte des 19. Jahrhunderts bis zum Beginn des Ersten Weltkriegs; eine zweite von 1914 bis 1945 und eine dritte, die von der Nachkriegszeit bis in die 1980er Jahre reicht. Es sind jeweils Zeiträume, in denen die Intensität der Auseinandersetzung gerade in transatlantischer Perspektive besonders ins Auge fällt.

Der gut lesbare und wohltuend knappe Text kann die Verflechtungen der Diskurse gut darlegen, historisiert die Geschichte des Copyrights gekonnt und verdeutlicht, dass sich die Interessengruppen immer wieder neu formieren und Kompromisse aushandeln müssen. Die Figur des Autors erscheint dabei letztlich immer strukturell schwächer – abgesehen von jenen, die sich grosser Nutzerzustimmung erfreuen –, Verlage und Verwertungsgesellschaften tendenziell in der günstigeren Ausgangsposition. Auch wird deutlich, dass viele grundsätzliche Probleme des Copyrights schon früh angegangen wurden, lange vor der Ära elektronischer Medien- und Kommunikationstechniken. Die Arbeit erschliesst Quel-

len und verweist auf Dokumente, die für vielfältige historische Fragestellungen fruchtbar gemacht werden können, auch ein grosses Verdienst der Autorin.

Bedauerlich bleibt, dass jenseits der Fragen nach Musikaufnahmen und der je aktuellen Kopiertechniken von Text kaum ein Wort über die klassische Urheber- und Verwertungsrechtspraxis bei Texten, vor allem Belletristik und Literatur, fällt und der gesamte Bereich von Bildern, von der Malerei bis hin zur Gebrauchsgrafik, ausgeblendet bleibt. So ist etwa das Jahr 1867, in dem im Norddeutschen Bund die Schutzrechte für Werke von vor 1837 verstorbenen Autoren endeten, für den Umgang mit dem Urheberrecht durchaus ein Impuls gewesen. Auch die Frage des Kopierens von Gemälden, sei es durch Stiche oder Lithografie, sei es später durch Fotografie, hat nicht unerhebliche Auswirkungen gehabt. Ferner verkomplizierte sich die Lage bei der Fotografie von Personen zusätzlich dadurch, dass die Frage nach Persönlichkeitsrechten berührt wurde (wer darf unter welchen Umständen auch gegen seinen ausdrücklichen Willen fotografiert werden?). Selbstverständlich aber kann nicht jeder Leserwunsch erfüllt werden, und Dommann bemerkt einleitend ja auch, dass sie sich auf die beiden exemplarischen Fälle Fotokopie und Musikaufnahme beschränkt. Und diese Fälle werden sehr gut aufbereitet und geklärt. Der Hinweis auf die Leerstellen sei hier nur gemacht, um den Charakter einer Pionierstudie zu betonen, die Dommann vorgelegt hat.

In jedem Fall zeigt Dommanns Arbeit, wie fruchtbar und lohnend es ist, sich mit der Materie zu befassen. Sie ist ein wichtiger Markstein zu einer umfassenden, transnationalen Mediengeschichte von Rechtsnormen.

Jens Jäger, Universität zu Köln

Gérard Duc, Olivier Perroux, Hans-Ulrich Schiedt, François Walter (éd.), **Histoire des transports et de la mobilité. Entre concurrence modale et coordination (de 1918 à nos jours) / Transport and mobility history. Between modal competition and coordination (from 1918 to the present)**, Neuchâtel: Editions Alphil-Presses universitaires suisses, 2014 (Collection Histoire des transports, du tourisme et du voyage), 462 Seiten.

Dieser Sammelband geht auf ein internationales Symposium vom November 2011 in Genf über die Mobilität von Gütern und Personen zurück. 23 Fachbeiträge auf Deutsch, Französisch und Englisch beschäftigen sich in sechs Themenblöcken mit Konkurrenz und Koordination von Verkehr. Ein Schwerpunkt zahlreicher Artikel liegt dabei auf der Koordination des Schienen- und Strassentransports und seinen Konfliktherden, die in den meisten europäischen Ländern in der Zwischenkriegszeit zu entbrennen begannen und sich nach der Zäsur des Zweiten Weltkrieges fortsetzten. Der erste Artikel von Gijs Mom, der den Themenblöcken vorangestellt ist, weist auf die «clashing cultures of mobility» (S. 50) zwischen Strasse und Schiene hin, die es im Zeichen des *cultural turn* zu überwinden gelte. Noch immer sei die historische Forschung zu stark auf einzelne Verkehrsträger und zu wenig auf eine integrale Betrachtung derselben konzentriert, so Mom weiter. In seinem zweiten Aufsatz über die Auseinandersetzungen innerhalb der Güterverkehrsmobilität von 1920 bis 2000 (S. 177–196) exemplifiziert er sein Plädoyer für eine verstärkt kulturhistorische Betrachtungsweise an den Niederlanden, wo sich in der Güterverkehrskoordination Schwerindustrie und Eisenbahn einerseits, Einzelhandel und Strassentransport andererseits gegenüberstanden.

Martin Schiefelbusch eröffnet den ersten Themenblock über die Koordination internationaler Mobilität mit der Erörterung der transnationalen Harmonisierungsbestrebungen in Eisenbahnfragen in Europa Ende des 19. Jahrhunderts und Mitte des 20. Jahrhunderts. Dabei verdeutlicht er das Spannungsfeld zwischen der von der Politik favorisierten Eisenbahn mit den ins Feld geführten politischen und wirtschaftlichen Vorzügen (Integration des Kontinents, Skaleneffekte) einerseits und dem unaufhaltsamen Aufstieg des motorisierten Strassenverkehrs nach dem Zweiten Weltkrieg andererseits. Schiefelbusch konstatiert, dass sich die nationalen Bahngesellschaften mit ihren Partikularinteressen, Eigenheiten und dem Fokus auf das eigene Eisenbahnnetz den politischen Koordinationsbemühungen in weiten Teilen erfolgreich widersetzen, womit dem motorisierten Strassenverkehr nach dem Zweiten Weltkrieg der Weg geebnet war. Zu einem ähnlichen Resultat kommt Michèle Merger in ihrem Beitrag, der die technischen und strukturellen Eigenschaften der beiden Verkehrsträger und die Intermodalität akzentuiert. Der Strassengüterverkehr konnte – so die Autorin – aufgrund seiner dezentralen Organisationsstruktur Marktdynamiken und geänderte Kundenbedürfnissen besser meistern als die staatlich geführten Eisenbahnen und deshalb seinen Vorsprung gegenüber dem Schienengüterverkehr ausbauen und zementieren. Sébastien Gardons Artikel über die Bemühungen zur Verkehrskoordination auf Ebene des Völkerbundes und der Vereinten Nationen verliert sich mit vielen Abkürzungen, detaillierten Datumsangaben, ausschweifenden Originalzitationen und umfangreichen Tabellen stark in Einzelheiten.

Anette Schlimm untersucht im zweiten Themenblock über die Koordination nationaler Mobilität dieselbe für die Zwischenkriegszeit in England. Sie führt aus, dass die involvierten Experten und Entscheidungsträger verschiedene Vorstellungen über die Verkehrsplanung hatten, aber dank einer auf Ratio ausgerichteten Gesprächs- und Problemlösungskultur durchaus zu Einigungen kamen. Allerdings seien zentrale Interessengruppen ausgelassen worden und die Verhandlungsakteure fälschlicherweise von einem statischen Verkehrssystem in einem zentralisierten und stark industrialisierten Land ausgegangen. Insofern habe es sich lediglich um oberflächliche und langfristig wenig brauchbare Lösungen gehandelt, so Schlimm. Der Text ist sehr spannend und gut reflektiert; leider wird das Konzept des *social engineering*, das den Überlegungen als Leitlinie zugrunde liegen soll, unzureichend erörtert und verankert. Ueli Haefeli geht den «recht erstaunlichen Beobachtungen» (S. 198) nach, dass sich die Schweizer Stimmbevölkerung bei den bislang fünf eidgenössischen Abstimmungen zur Verkehrskoordination stets abweichend zur Empfehlung von Bundesrat und Parlament und bei den 27 Vorlagen zur allgemeinen Verkehrspolitik in den allermeisten Fällen im Sinne der Bundesversammlung geäußert hat. Mit Blick auf institutionelle Faktoren konkludiert er, dass mit zunehmender Verkehrskoordination in der föderal organisierten Schweiz ein Wachsen des Zentralstaats und individuelle Mobilitätseinschränkungen befürchtet worden seien. Dies würde die allgemeine Beobachtung des konservativen Abstimmungsverhaltens in der Schweiz bei komplexen Vorlagen bestätigen, wozu laut Haefeli Fragen zur Verkehrskoordination zu zählen seien.

Im dritten Themenblock über die Koordination urbaner Mobilität befassen sich Aurélien Delpirou und Arnaud Passalacqua mit dem unterirdischen Schienenverkehr in Rom. Sie arbeiten heraus, dass der verspätete und zurückhaltende U-Bahn-Bau in der Metropole nicht ausschliesslich – wie gemeinhin angenommen – mit archäologischen Fundstätten im Untergrund zusammenhing, die die

Errichtung eines weitverzweigten und ausgeklügelten U-Bahn-Netzes vereitelt hätten. Die Missbehagen auslösende Vorstellung, sich zum Vorwärtskommen unter die Erdoberfläche begeben zu müssen; die Annahme, Rom sei als von der Industrialisierung weitgehend übergangene Stadt für eine U-Bahn ungeeignet; eine ausgeprägte Individualmotorisierung; ein grundsätzliches Desinteresse seitens der politischen Entscheidungsträger; fehlendes technisches Know-how: Dies waren den Autoren zufolge eher die Gründe für das Streckennetz von lediglich 36 Kilometern und zwei Linien, die zudem erst 1955 beziehungsweise 1980 eröffnet wurden.

Der vierte Themenblock über die Koordination von Mobilität, Konflikten und Lobbys beginnt mit einem Aufsatz von Wulfhard Stahl, in dem er die gegensätzlichen Haltungen von Eduard Bertz und Hermann Ortloff zum Fahrrad nacheinander referiert. Dieser Text ohne erkennbare Struktur wirkt etwas zufällig und uninspiriert. Ganz anders der Beitrag von Peter Cox: Differenziert, sorgfältig und dennoch lebendig erörtert er den Konflikt zwischen Automobil und Fahrrad, der in der Zwischenkriegszeit in Grossbritannien garte und durch die Einführung des Rücklichtobligatoriums für die im öffentlichen Diskurs unbeliebten Fahrräder und die Kreierung gesonderter Fahrradwege ausgelöst wurde. Mit dem Skandieren klassenkämpferischer Parolen und Verfassen plakativer Stellungnahmen habe sich, so Cox, die bis dahin unscheinbare Masse der Fahrradfahrer in Form des *Cyclists' Touring Club* zum ernstzunehmenden (verkehrs-)politischen Akteur formieren können.

Im fünften Themenblock über die Koordination von Transportinfrastruktur und Landplanung nimmt sich Philipp Hertzog der Phase der Planung von Hochgeschwindigkeitszügen und dem Kampf um lokale Anbindung in den 1970er Jahren anhand der Fallbeispiele Dijon und Göttingen an. Der Aufsatz bleibt allerdings deskriptiv und steht aufgrund seiner unklaren Verortung und unscharfen Sprache etwas abseits. Sandro Fehr orientiert sich mit seinem Text über die Koordinierung der Luftfahrtinfrastruktur von 1935 bis 1956 in der Schweiz stark an seiner 2012 von der Universität Bern angenommenen Dissertationsschrift. Sein Beitrag ist durchaus lesenswert, bietet aber kaum von der Dissertation abweichende Erkenntnisse.

Inhalt des sechsten Themenblocks ist die Koordination von Mobilität und Tourismus. Xavier Bernier analysiert die Entwicklung der vertikalen Erschliessung von Alpenregionen und ihre Integration in die touristische Mobilität anhand dreier Raummodelle. Er konstatiert eine «urbanisation» (S. 394) immer höher gelegener Regionen und weist überzeugend auf die Notwendigkeit von mehr Studien zu touristischen Bergregionen in vertikal-räumlicher Perspektive hin. Gekonnt setzen Cédric Humair und Mathieu Narindal Mobilität und Tourismus für die Schweiz in der Zwischenkriegszeit gegenüber. Sie beleuchten Massnahmen und Akteure, die den schwächelnden Tourismus nach dem Ersten Weltkrieg wieder hätten auf die Beine bringen sollen. Zielkonflikte und Konkurrenzverhältnisse zwischen dem Transport-, Tourismus- und Hotelleriesektor hätten tragfähige und integrative Kooperationen trotz staatlicher Unterstützung verhindert. Erst der Markteintritt von Gottlieb Duttweilers genossenschaftlich orientiertem Hotelplan im Jahr 1935 habe den Markt mit Pauschaltarifen und preisgünstigen Angeboten grundlegend «bouleversé et dynamisé» (S. 425), so die Autoren. Einen gelungenen und originellen Schlusspunkt setzt Valérie Lathion mit ihrer Beleuchtung protestantischer Kreise, die sich aus religiösen, moralischen und philanthro-

pischen Gründen gegen die zunehmende Mobilität während Sonn- und Feiertagen zur Wehr setzten. Der Diskurs habe mit dem Unmut über verbilligte Freizeitfahrten mit der Eisenbahn Ende des 19. Jahrhunderts begonnen und sei in den 1950er und 1960er Jahren mit der Massenmotorisierung und den automobilen Sonntagsausfahrten erneut aufgeflammt.

Der Sammelband punktet mit einem breiten Spektrum von Beiträgen und Autoren aus verschiedensten Fachrichtungen. Weiter ist zu würdigen, dass mit dem Blick über den Tellerrand der einzelnen Verkehrsträger hinaus die Demarkationslinien der klassischen Verkehrsgeschichte überwunden werden. Ein Syntheseartikel, der die fragmentierten Erkenntnisse in einem Gesamtrahmen vereinigt, wäre sehr wünschenswert gewesen, zumal die in der Einleitung aufgeworfene Forderung, historisches Wissen für die Lösung aktueller Verkehrsprobleme verwertbar zu machen, offen im Raum stehen bleibt. Dennoch ist das Werk grundlegend für die Untersuchung von Verkehrscoordination aus historischer Perspektive und bietet zahlreiche Anknüpfungspunkte für weitere Studien in der Verkehrs- und Mobilitätsgeschichte.

Benjamin Spielmann, Universität Bern

David Eugster, Sibylle Marti, **Das Imaginäre des Kalten Krieges. Beiträge zu einer Kulturgeschichte des Ost-West-Konfliktes in Europa**, Essen: Klartext Verlag, 2015 (Frieden und Krieg. Beiträge zur Historischen Friedensforschung, Bd. 21), 298 Seiten.

L'ouvrage collectif *Das Imaginäre des Kalten Krieges* coordonné par David Eugster et Sibylle Marti est le fruit d'une journée d'études consacrée à la culture de la Guerre froide à Zurich en 2012. À l'image de leur intérêt de recherche, les contributeurs proviennent de disciplines variées: histoire, sociologie, littérature allemande, etc. Plaçant au centre de leurs articles le concept d'«imaginaires sociaux» de C. Castoriadis, les auteurs se focalisent sur le rôle de la politique culturelle et des intellectuels. La Guerre froide étant considérée comme une époque de forte imprégnation des imaginaires, les blocs sont perçus comme une division dichotomique du monde dans tous les domaines de la société. On comprend alors l'intérêt d'une collaboration transdisciplinaire. Cet ouvrage vient enrichir les recherches sur la culture de la Guerre froide initiées par le tournant culturel des années quatre-vingts. Surtout, il prolonge les réflexions développées par Vowinckel, Payk et Lindenberger dans *Cold War Cultures. Perspectives on Eastern and Western European Societies* (2012). La thèse de l'ouvrage recensé ici est que la virulence et la pertinence de la Guerre froide, en Europe, seraient entretenues au fil des ans parce que la Guerre froide serait sans cesse dépeinte, mise en scène, matérialisée. Le conflit entre l'Est et l'Ouest devient ainsi avant tout une guerre imaginaire et totale dont la spécificité est qu'elle se déroule sur le *home front*.

Rassemblant onze contributions, l'ouvrage se divise en quatre parties: *Metaphern, Figuren, Emotionen, Simulakren*; des intitulés valorisant l'approche de la Guerre froide par l'imaginaire.

Les métaphores sont très utilisées pour décrire la Guerre froide, qu'il s'agisse de souligner la division du monde ou la formation de nouvelles identités collectives. Via une application linguistique, «Ngram viewer», Philipp Sarasin observe l'évolution de la fréquence des termes «Christian Civilisation», «Abendland» et «Western» dans les presses germanophones et britanniques. Ses résultats confirment une instabilité du côté occidental qui a, malgré tout, toujours présenté la

Guerre froide dans sa perspective idéologique. Quinn Slodobian présente le pendant inverse de la métaphore en s'intéressant aux documentaires sur la Chine diffusés en RDA qui devaient créer un imaginaire social de fraternité. Sa courte périodisation (1949–1960) présente trois phases: la Chine comme modèle pour la RDA dans son combat contre l'impérialisme; la mise en valeur du travail chinois; la disparition de ces films des écrans est-allemands suite à la rupture sino-soviétique. Enfin, Silvia Berger Ziauddin analyse l'évolution de l'imaginaire du bunker en Suisse: d'abord présentée par la littérature technique comme le bastion de la famille nucléaire bourgeoise et le symbole de la défense nationale suisse, l'image du bunker sera ternie par les mouvements de paix qui le dépeignent comme un lieu d'anarchie sociale annonciateur de l'apocalypse postnucléaire.

Les trois contributions suivantes s'attachent aux figures de la Guerre froide. Robert Leucht détermine trois facettes de l'ingénieur: le personnage littéraire et cinématographique le présentant comme un héros au service du progrès technique plutôt que d'une idéologie, le personnage d'ouverture, notamment par les progrès astronomiques, et le personnage du sadique dévoilant les côtés plus sombres de l'ingénierie, ceux de la technologie de destruction massive. La présentation de la Guerre froide comme un système bipolaire est remise en question par l'article de Günther Stocker et de Stephan Maurer qui porte sur l'Autriche et ses discours à propos d'une position alternative marquée par trois métaphores: le Cheval de Troie, le Compagnon de voyage, le Neutraliste. Les contributeurs se focalisent sur les auteur(e)s autrichiens actifs dans les champs littéraires et politico-culturels de 1945 à 1968 et constatent que cette prise de position a souvent pu être un frein à leurs carrières, à l'image de Friedrich Heer et de son plaidoyer pour un dialogue entre l'Est et l'Ouest. Quant à David Eugster, son papier traite de l'imaginaire de la subversion et de la construction de la figure de l'ennemi. D'abord figure discursive, l'ennemi devient une figure sociale, une typologie entre imagination et réalité renseignant à la fois sur la perception de Soi et sur celle de l'Autre. Son article se focalise sur le personnage de la taupe dont l'imaginaire a envahi le monde de la publicité, comme l'illustre le publiciste Rudolf Farner, à la fois accusé et accusateur de subversion.


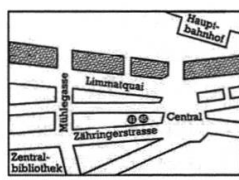
La partie consacrée aux émotions délaisse les peurs collectives – un domaine déjà très travaillé – au profit des sentiments de communauté et de solidarité. Les trois contributions se concentrent toutes sur la RDA et sa relation face à l'américanisation. Juliane Brauer analyse les livres de chant pour les jeunes allemandes des années cinquante qui doivent reconforter de la défaite tout en construisant une identité fortifiant le nouvel Etat et éduquant les futurs citoyens de la RDA. Sa méthodologie s'appuie sur trois niveaux d'analyse: la chanson comme produit, la performance du chant et la perception de l'interprétation. Cornelia Kühn démontre, via les discours médiatiques de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, comment l'art et la culture découlant de la politique culturelle de la RDA des années cinquante ont essayé de dépasser la division du pays en présentant l'art populaire est allemand comme un héritage culturel partagé s'opposant à la culture *barbare* des Etats-Unis. Toutefois, le durcissement dans la confrontation des blocs de la deuxième moitié des années cinquante nuira aux échanges entre les deux Allemagnes jusqu'à la *Ostpolitik* de Willy Brandt. La rivalité entre Est et Ouest est également présente dans l'article de Sophie Lorenz qui s'intéresse à l'appropriation de la figure d'Angela Davis par la RDA qui, par sa campagne de solidarité, en fait une martyre communiste idéale et un modèle de reconnaissance

pour la RDA, opprimée par la RFA. La solidarité est alors présentée comme un discours de légitimation du Soi face à l'Autre et les combats afro-américains ainsi que les mouvements de décolonisation comme parties intégrantes du mouvement international anti-impérialiste.

La dernière partie est consacrée à la défense des nations et aux simulacres mis en place pour préparer les citoyens au pire. L'analyse des exercices de la défense civile de 1955 à 1971 par Sibylle Marti révèle à la fois l'expansion des menaces potentielles perçues en Suisse (agression militaire de l'est, conséquences biochimiques du nucléaire puis prédominance de l'ennemi intérieur) et celle des mesures de défense justifiant le maintien de ces exercices, car la Suisse est de mieux en mieux coordonnée pour affronter ces dangers. L'efficacité de la défense helvétique est également saluée par Joe Deville et Michael Guggenheim qui s'intéressent aux façons dont les menaces sont élaborées en Suisse et en Grande-Bretagne. Résultant d'un calcul, d'une verbalisation ou d'une matérialisation, la réparation face aux risques diffère grandement entre les deux nations – la Suisse se focalisant mieux sur la protection de ses civils – même si les auteurs constatent le même retournement dans l'évaluation des risques passant d'un danger nucléaire singulier à la visualisation de risques multiples que l'Etat doit savoir affronter.

En conclusion, cet ouvrage collectif a le mérite de regrouper des contributions variées par leur source et leur focalisation mais qui pourtant parviennent à se faire écho et à former un ensemble harmonieux renvoyant aux quêtes d'homogénéisation des blocs et des nations de la Guerre froide. Le choix de l'approche par l'imaginaire démontre combien la culture peut être productrice de sens: plus que le reflet d'un système dichotomique, elle en serait alors le ciment.

Morgane Bianco, Sion

 KLIO Buchhandlung und Antiquariat von der Crone, Heiniger Linow & Co.	
Wissenschaftliche Buchhandlung mit umfangreichem Sortiment und fachspezifischen Dienstleistungen	Geschichte
Buchhändlerisch und wissenschaftlich ausgebildetes Personal	Philosophie
Eigene Neuheitenkataloge	Germanistik
An- und Verkauf antiquarischer Bücher	Alte Sprachen
KLIO Buchhandlung Zähringerstrasse 45 CH-8001 Zürich Tel. 044 251 42 12	Soziologie
KLIO Antiquariat Zähringerstrasse 41 CH-8001 Zürich Tel. 044 251 86 10	Politologie
www.klio-buch.ch	Ethnologie
	Theologie
	Kommunikation
	Belletristik